front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE Nº 33 / 6 JUILLET 1972 / PRIX : 1 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 60 397 LYON CEDEX 3

ليمي الذكرى العاشر
للاستقلال الجزائري !

هزم الشعب الجزائري الامبريالسم
الفرنسي سنة 1962

8 ans de lutte armée contre l'impérialisme français

يجب ان يتّحد البروليتاريا المهاجري
والبروليتاريا الفرنسي للثورة في فرنسا !

ouvriers français et immigrés unissons-nous pour la révolution en France

كان سياسة الحزب الشيوعي الفرنسي
الخائن دعما للامبريالسم الفرنسي !

un programme contre la révolution le programme PS-PC

كان برنامج الحلف بين الحزب الشيوعي الفرنسي
و الحزب الاشتراكي الفرنسي برنامج غير ثوري

la politique de trahison du P"C"F actif soutien de l'impéralisme français

VIVE LE 10e ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE DU PEUPLE ALGERIEN

le programme PS-PC

UN PROGRAMME CONTRE LA REVOLUTION

de belles promesses

Pour "lancer" sur le marché n'importe quelle camelotte, il y a des méthodes bien connues des capitalistes : l'annoncer longtemps à l'avance, acheter des pages dans les journaux, distribuer des prospectus, se montrer à la télé, vanter la camelotte comme un produit "magique", "nouveau", etc...

Après avoir mené pendant plusieurs mois une campagne publicitaire de ce style, le PS et le PC ont donc procédé au "lancement" du produit "nouveau", magique – le programme commun – avec lequel ils comptent s'imposer à la foire électorale de 1973.

Votez bien, élisez-nous en 1973, claironnent les Marchais et Mitterand et vous verrez : quand nous serons ministres, nous appliquerons ce programme commun, nous voterons toutes sortes de lois, nous prendrons toutes sortes de mesures. Et alors vous, oui même vous les ouvriers, vous pourrez "mettre fin aux injustices", "vivre mieux, changer la vie" et "ouvrir la voie au socialisme".

Face à ces promesses, la classe ouvrière, doit aller droit au fait et demander directement aux Marchais et Deferre : dans votre programme commun, qui, quelle classe détiendra la réalité du pouvoir ? Les exploiteurs, comme aujourd'hui ou bien nous, les ouvriers ?

mais quelle classe aura le pouvoir ?

C'est précisément cette question essentielle qui est esquivée par le programme commun. Le pouvoir des exploiteurs n'a pourtant rien de mystérieux. Il repose avant tout sur les bandes d'hommes armés qu'ils recrutent et entretiennent pour organiser la violence contre la masse des exploités. Cela s'appelle l'armée et la police.

Or, justement, ces messieurs du P"C"F et du PS respectent scrupuleusement l'armée française, armée entrainée depuis près de 200 ans à tirer sur la classe ouvrière, armée qui a massacré les ouvriers de la Commune en 1871, armée qui mobilise ses blindés, chaque fois que la dictature des exploiteurs se sent menacée : en 1948, contre les mineurs, et en 1968, autour de Paris. Ces messieurs du PS et du P"C"F s'inclinent respectueusement devant les fascistes et les tortionnaires, les Massu et les Bigeard, les contrerévolutionnaires et les anti-communistes forcenés qui forment l'ossature de ce qu'ils appellent la "défense nationale".

Bien plus, ils leur font entièrement confiance : *"le gouvernement comptera sur le loyalisme sans faille des officiers et sous-officiers"* (IV, §,1). Assurément, s'il s'agit de réprimer la classe ouvrière, ils peuvent compter sur eux !

Quant à la police française, encadrée par des vichystes à la Touvrier, éduquée à l'école de la Gestapo, truffée de pieds-noirs OAS, elle s'est "fait la main" en torturant et en massacrant le peuple algérien, elle est quotidiennement entrainée à la répression fasciste des ouvriers étrangers, au matraquage des grévistes et des révolutionnaires. Mais pour les chefs "socialistes" et "communistes", les ouvriers, s'ils veulent "changer la vie", ne doivent surtout pas liquider cette police ! Car cette police dès le moment où ils seront ministres, ne sera plus du tout un "instrument de répression". Elle "retrouvera la considération des citoyens", car elle se contentera de jouer son "rôle républicain" et "d'assurer la sécurité des personnes" (III, § 4). Au fond, tous les flics se transformeraient en Compagnies Républicaines de Sécurité – ce qui se dit, en abrégé, CRS.

Evidemment le programme commun, conserve intacte la machine administrative, depuis les juges jusqu'à la Sécurité Sociale, en passant par les percepteurs. Tout cet appareil bureaucratique ne peut écraser et pressurer les masses que parce qu'il est protégé, appuyé, garanti par la violence organisée de l'armée et de la police bourgeoise. Bien plus, cette machine d'oppression sera renforcée, perfectionnée. Par exemple, *"les moyens de la justice en personnel qualifié (!) seront augmentés"* (III, § 1). Davantage de juges ! Davantage de prisons ! Quant à *"l'administration" il faut... améliorer l'efficacité de son action"*. (III, § 4). Davantage de percepteurs !

Mais pourquoi ces prétendus "socialistes" et "communistes" qui promettent de "changer la vie" des ouvriers et "d'ouvrir la voie au socialisme", tiennent-ils tant à conserver, à renforcer l'appareil d'oppression des exploiteurs ? C'est tout simplement qu'ils appartiennent au camp des exploiteurs, qu'ils redoutent et qu'ils entendent mater toute révolte des exploités ? On le voit bien, quand ils se déclarent hypocritement prêts à *"garantir et développer les libertés"*, toutes *"les libertés de manifestations, de diffusion des écrits, de réunions et d'association"* (III, § 1) pour ajouter bientôt : *"les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits"*. Comme n'importe quels bourgeois, ils reconnaissent sur le papier toutes les libertés, sauf une : la liberté pour la classe ouvrière de se dresser contre ses exploiteurs, d'écraser par les armes l'appareil armé de la bourgeoisie. Et ils se retranchent pour cela derrière la loi bourgeoise : *"la législation établie en 1936"* ! Exactement comme la bourgeoisie qui appeurée par la tempête du printemps 68 décrèta le 12 juin, au nom de la même législation, l'interdiction entres autres organisations, du Parti Communiste Marxiste Léniniste de France (PCMLF) parce-qu'il engage ouvertement le prolétariat à préparer l'insurrection armée, à instaurer sa dictature.

à qui serviront les nationalisations ?

Que ces messieurs appartiennent au camp des exploiteurs, qu'ils redoutent la révolte de la classe ouvrière, cela se comprend d'autant mieux quand on examine d'un peu plus près le sort qu'ils réservent à la classe ouvrière sous prétexte de "démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès". Cette "démocratie économique", comme ils l'appellent, n'est qu'un vaste projet pour renforcer l'exploitation de la classe ouvrière.

La nationalisation de tous les secteurs financiers achève ce qu'a commencé la bourgeoisie par la nationalisation du Crédit Lyonnais, de la BNP etc. *"Les principaux organismes de crédit spécialisés seront regroupés dans une banque nationale d'investissement"*. Mussolini a précédé Marchais-Mitterand dans ce genre d'inovation, il a créé un organisme de ce genre sous le règne du fascisme en Italie : l'"Institut de Reconstruction Industrielle", qui fonctionne toujours, à la grande satisfaction du capital.

Enfin, le programme commun entend nationaliser plusieurs secteurs industriels. Rien de nouveau : depuis 1914, l'état bourgeois, particulièrement en France, a peu à peu nationalisé toute une série de branches (SNCF, EDF, GDF, Houillères, Air France, Renault).

Toutes ces nationalisations s'inscrivent parfaitement dans la logique du capitalisme. D'une part, l'indemnisation des actionnaires des entreprises est bien sûr prévue. Très bonne affaire pour les capitalistes : à la Libération, c'est grâce aux indemnisations versées aux capitalistes "expropriés", que se sont constitués de puissants groupes financiers.

D'autre part, l'état capitaliste est de plus en plus amené à gérer directement la production, il doit rationaliser pour renforcer l'exploitation. Mitterand et Marchais feront de même et ne s'en cachent pas : *"le secteur public et nationalisé... permettra... d'opérer les conversions nécessaires et d'adapter les structures industrielles pour... faire face à la compétition internationale"*. Et les "conversions nécessaires", les mineurs des Houillères "nationales" de Lorraine et du Nord, condamnés à la "reconversion" en savent quelque chose ! La société *Nationale* des Chemins de Fer, a aussi, adapté ses structures industrielles : il y avait 521.000 cheminots en 1938, 323.000 en 69 et il y en aura 270.000 en 1973...

S'appuyant sur le secteur nationalisé *"le gouvernement stimulera le rendement économique et social des entreprises"*. Les ouvriers de Renault savent ce que signifie "l'extraordinaire expansion qu'a connue la Régie" et dont se vante l'Huma (30.6.72 : une intensification forcenée du travail)' C'est assurément pour "stimuler le rendement économique et social" que Dreyfus a enrôlé toute une milice de Tramoni, pistolet au poing.

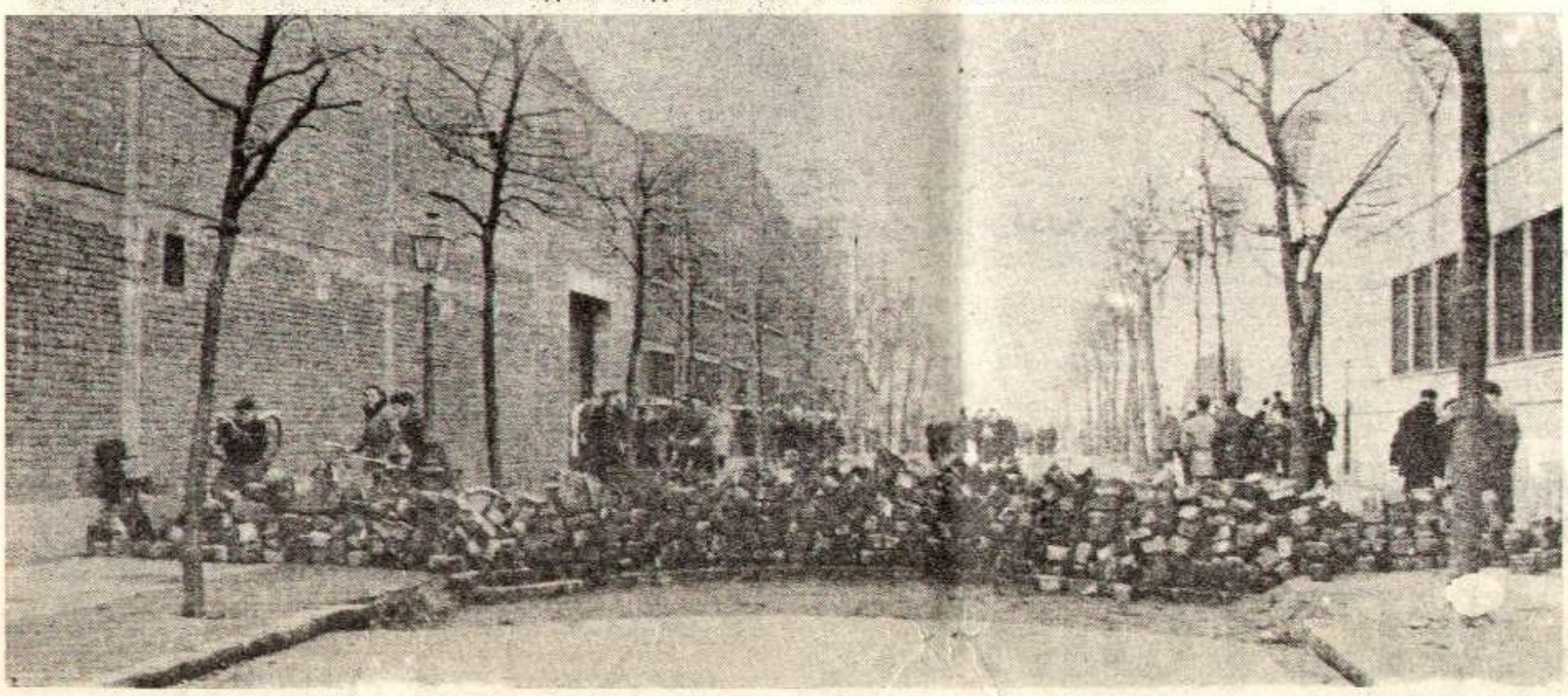
Nos candidats à la gestion du capital n'ignorent pas au fond, les conséquences de "la politique industrielle dynamique et efficace" – en particulier le chômage accru. En effet, tout en promettant la résorption du chômage, ils prévoient de l'organiser à grande échelle. *"L'agence nationale pour l'emploi verra son rôle et ses moyens réorientés et amplifiés... Elle aura la possibilité et le contrôle exclusif du placement des salariés à la recherche d'un emploi"*. De même, pour le trafic de négriers des boîtes d'intérim, dont "l'activité... sera prise en charge par l'agence Nationale pour l'Emploi".

Ces nationalisations, en même temps qu'elles donneront à l'état bourgeois de nouveaux moyens de pompage des capitaux (impôts, épargne...), intensifieront la concurrence, aussi bien à l'échelle internationale que nationale : non seulement entre secteur public et privé, mais entre monopoles d'état qui, au nom de "l'autonomie de gestion", "détermineront leur politique", c'est-à-dire les moyens d'extorquer aux ouvriers le maximum de profit. C'est ce que la P"C"F et le PS appellent "instaurer une saine compétition", sur le dos de la classe ouvrière, évidemment.

Le PS et le P"C"F ont un atout : leur masque social. "Les élus des travailleurs" dans les conseils d'administration, en fait les bonzes syndicaux demanderont aux ouvriers de se plier "démocratiquement" aux décisions des hauts fonctionnaires, technocrates et politiciens bourgeois. Ils sauront remettre au goût du jour le mot d'ordre de la CGT en 45, alors que les ministres P"C"F étaient au gouvernement : "gagner la bataille de la production", et aux ouvriers des mines : "retroussez vos manches".

Comme cela se passe déjà dans les syndicats du livre et des dockers et sur le modèle des syndicats gangsters US, les représentants syndicaux seront essentiellement associés au patronat pour organiser l'exploitation : *"les Comités d'Entreprise et d'Etablissement, les délégués du personnel... seront obligatoirement consultés avant toute mesure concernant l'embauche, les licenciements, l'affectation aux postes de travail, les mutations, la classification des travailleurs, la détermination des cadences et plus généralement l'ensemble des conditions de travail"* (II, § 1). Bien plus, les bonzes syndicaux seront casés partout où il s'agit d'organiser le chômage (à l'Agence Nationale pour l'Emploi) ou bien l'exploitation : "les moyens de l'Inspection du Travail seront renforcés"... Les travailleurs éliront sur des listes présentées par les organisations syndicales, des délégués de l'Inspection du Travail.

Ainsi les bonzes syndicaux, définitivement intégrés à l'appareil d'état et à l'appareil des monopoles, deviendront officiellement des fonctionnaires chargés de soumettre en douceur la classe ouvrière à l'exploitation capitaliste.



1952 : dans Renault "nationalisée", les ouvriers construisent des barricades pour resister aux flics que la bourgeoisie envoie pour protéger ses nationalisations.

la main dans le sac...

Dans une réponse à un article de "la Nation", les révisionnistes cherchent à convaincre les bourgeois crédules, les capitalistes arriérés, ceux qui doutent de l'efficacité des mesures économiques du programme commun, en particulier des nationalisations, qui craignent on ne sait quelle apocalypse !

Raymond Gelly, plumitif révisionniste, n'y va pas par 4 chemins ! Il met les points sur les i : la nationalisation est un moyen des plus efficaces pour accroitre la masse de profit, la preuve, Renault. "Pierre Dreyfus, PDG, exposait l'extraordinaire expansion qu'a connue la Régie : production multipliée par 9, exportations par 15 en 20 ans. De 1963 à 1971, a souligné M. Dreyfus, la Régie Renault a été le constructeur dont la production a le plus augmentée. La progression avec la Saviem est de 80 % contre 71 % pour Volkswagen, 55 % pour Fiat, 30 % pour British Leyland, 43 % pour Opel, 30 % pour Ford. Les investissements qui atteignaient 250 millions il y a 10 ans, s'élèvent à 1 milliard" (Huma du 30.6.72).

Raymond Gelly ne tourne pas autour du pot, il va droit au but : accroitre la production veut bien dire accroitre la masse de profit dans les mêmes proportions. Effectivement, on est loin de la catastrophe, de la ruine que craignent ou font semblant de craindre certains !

Une petite ombre au tableau : le secteur agricole. Mais s'empresse d'ajouter le révisionniste de service, elle pourrait être rapidement effacée si l'environnement de la Régie était autre. "C'est ainsi que M. Dreyfys n'aurait pas à déplorer l'insuffisante rentabilité du secteur agricole, si cette branche n'était pas dominée par les constructeurs étrangers installés en France". Plus loin "Communistes et socialistes auraient préservé le pays de cette injustifiable pénétration" *(Huma du 30.6.72), sans doute pour que le secteur agricole soit aussi rentable que le secteur automobile.*

Après cette glorification des nationalisations en tant que solution pour amasser des profits de plus en plus importants, Raymond Gelly daigne parler, mais très rapidement, des travailleurs : "autre différence notable qui intéresse celle-là très directement les travailleurs de Renault". *Remarquons le "celle-là", car il est bien entendu que ce qui précédait ne les intéressait pas ! Il poursuit :* "Si des revendications ont été obtenues, c'est grâce aux luttes", *comme dans n'importe quel bagne capitaliste en somme !*

"Un régime vraiment démocratique, une nationalisation telle que communistes et socialistes la prévoient éviterait sans doute une telle acuité dans les conflits". *Pourquoi "sans doute ?" Les révisos ont déjà fait leurs preuves dans ce domaine, il est certain qu'au pouvoir, ils sauront être encore plus efficaces. Si après cette démonstration, "la Nation" n'a pas compris que le P"C"F était capable de bien gérer le capital, c'est que vraiment elle est bouchée.*

de vastes ambitions coloniales

Dans leur plan pour satisfaire au mieux la rapacité de l'impérialisme français, le P"C"F et le PS ne prennent pratiquement plus aucune précaution hypocrite pour affirmer leur volonté de maintenir et de renforcer l'exploitation des peuples, d'élargir la domination de l'impérialisme français.

Lá-dessus, l'ex-ministre des colonies Mitterand et les successeurs de Thorez, sinistre théoricien de l'Union Française, se sont mis d'accord sans aucune difficulté : le sort des peuples colonisés et néo-colonisés est rapidement réglé, en queue de programme et de facon très nette :

1. *les colonies* (les prétendus DOM TOM) *resteront des colonies.* La Guadeloupe, la Martinique et la Réunion devront se contenter d'une autonomie interne prévue par de Gaulle à l'article 72 de la Constitution. Donc, pas d'indépendance ! Quant aux autres colonies, elles sont laissées dans l'ombre. Pas question de mettre sur le tapis Djibouti : c'est la principale base d'agression en Afrique ! Ni bien sûr la Nouvelle Calédonie : c'est un des plus riches gisements de nickel du monde. Il faut le piller jusqu'au bout.

2. *les néo-colonies d'Afrique :* il est prévu de renforcer leur exploitation. Alors que le peuple malgache s'est dressé en mai dernier contre l'impérialisme français aux cris de "Accords de coopération : accords d'esclavage !", le tandem Marchais-Mitterand déclare sans vergogne : "le gouvernement établira de nouveaux rapports de coopération... L'aide publique française... sera augmentée... La France fera face à ses responsabilités particulières, à l'égard des pays de son ancien empire colonial". En clair, c'est le même cri du cœur que Pompidou lors de son dernier voyage au Niger : "Vive le néo-colonialisme ! ".

Bien sûr, il n'est pas question de toucher à l'appareil militaire néocolonial qui permet d'exploiter les peuples d'Afrique. Le programme commun déclare pour la forme : "l'armée sera exempte de toute mission... d'intervention extérieure de caractère colonialiste ou impérialiste". Pure hypocrisie, puisqu'il n'est pas question nulle part de *retirer* toutes les troupes et tous les "conseillers militaires français installés en dehors de France ! Marchais et Mitterand n'ouvrent pas une seule fois le bec pour dénoncer la guerre néocoloniale menée en ce moment même au Tchad : sans doute ne s'agit-il pas là, pour eux, d'une "intervention extérieure de caractère colonialiste ou impérialiste ! "

Voilà donc le programme de ces messieurs du PS et du P"C"F pour "changer la vie", "planifier le progrès" et "contribuer à la paix" : à travers ce programme, ils montrent leurs vrais visages de valets de l'impérialisme, d'ennemis jurés de la classe ouvrière.

Assurément, ils disposent encore de moyens importants pour duper la classe ouvrière. Ets s'ils deviennent un jour ministres, ils seront capables de réaliser quelques mesures immédiates démagogiques, telles que les 1.000 F, dans la mesure où ils espèreront bien le rattrapper par ailleurs en lançant par exemple, une "bataille pour la production", comme Thorez et Frachon en 46.

C'est aux marxistes-léninistes, au parti du prolétariat, d'engager systématiquement et sans concession dans la classe ouvrière, la lutte quotidienne contre ce programme bourgeois, de dénoncer Marchais et Mitterand et leurs cliques comme des canailles vendues à l'impérialisme français, de dresser le prolétariat sur la base de son programme : révolution prolétarienne armée, dictature du prolétariat, économie socialiste, indépendance totale pour les colonies et néocolonies .

A BAS LES CRIMES YANKEES-NAZIS

1946, à la prison de Nuremberg, SESS-INQUART, chef des occupants nazis en Hollande, payait pour ses crimes. Il était pendu pour avoir fait sauter les digues et les polders hollandais pendant la guerre. Nixon mérite un châtiment encore pire pour ses crimes au Vietnam :

— les 19, 20, 24, 26 avril, il fait larguer en tout 60 bombes sur un tronçon [illegible] de la digue de Song-M[illegible]

— le 2[illegible] [illegible]80 bombes explosives sur un tronçon de 1 km à Thaï Loc.

— le 14 juin, il ordonne de bombarder à nouveau la digue de Song-Ma ; des dizaines de personnes, parmi lesquelles des élèves occupés à réparer la digue sont tués par les mines anti-personnel.

En [illegible]ndant 2 mois le criminel Nixon a ordonné 68 attaques contre 32 tronçons impor[illegible]nts de digues et 31 ouvrages hyd[illegible]ques en RDV, 665 bombes ont é[illegible] larguées, sans compter des centai[illegible]es d'obus tirés depuis les bâtiments de la 7e flotte US.

Le réseau de digues, de plusieurs milliers de kms de long, constitue une protection indispensable contre les crues du Fleuve Rouge. Si ces digues se rompaient, les eaux du fleuve dont le lit est plus haut que le terrain alentour, se précipiteraient détruisant des centaines de milliers d'hectares de récoltes, et noyant des centaines de milliers de personnes. C'est un véritable génocide qu'a ordonné Nixon.

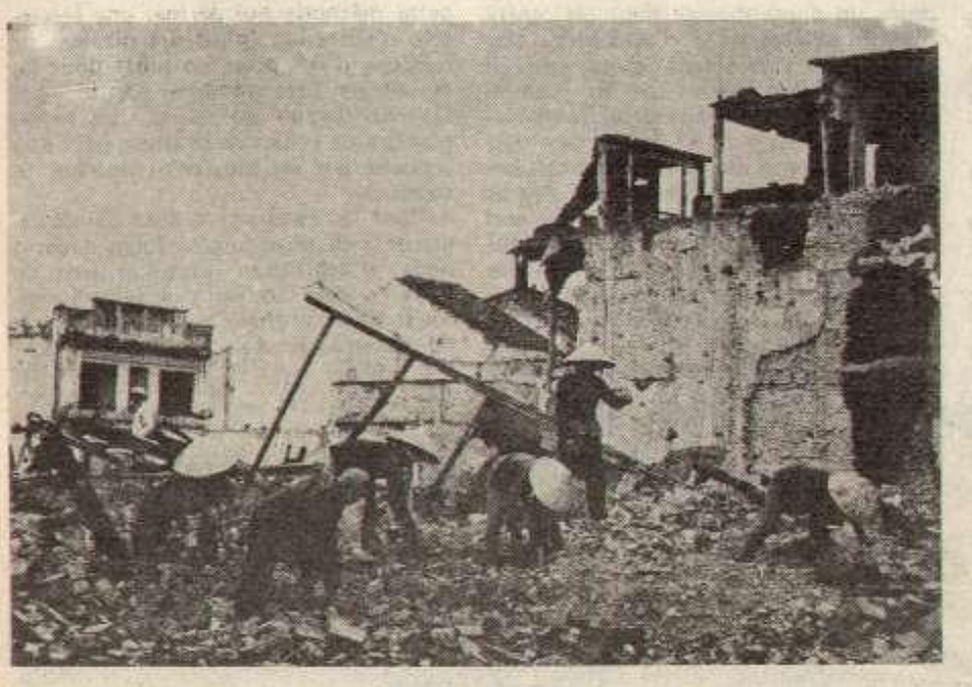
Le 26 juin, Hanoï a été bombardé une fois de plus : tout un quartier d'immeubles d'habitation a été touché, et parmi les objectifs atteints, l'hôpital de GIA-LAM, le dispensaire de KIM-LIEN, l'école supérieure d'agriculture et une portion de digue à DONG-TRI.

Depuis 3 mois, c'est une tentative de destruction systématique de la RDV.

De la même façon, la province de QUANG-TRI, récemment libérée, au Sud, est soumise depuis sa libération, à un bombardement ininterrompu.

Du 13 au 17 juin, c'est au Cambodge, dans les régions de Kompong -Trach, que les B52 ont fait 28 raids destructeurs causant la mort d'une centaine de personnes.

Pour Nixon, toute zone libre qui pourrait servir d'arrière au Front, lui fournir armes, munitions et vivres, dont ont besoin les combattants des Forces Populaires, toutes ces zones doivent être détruites, anéanties.



Lors de sa récente conférence de presse, Nixon a osé prétendre que les USA avaient fait preuve d'une grande modération dans leur politique de bombardements. Voici les résultats de cette "modération", depuis le début de l'agression américaine (et avant l'offensive) :

— une personne sur 35 tuée, une sur 15 blessée, une sur 16 "réfugiée", dans les 3 pays d'Indochine, depuis le début de l'agression américaine.

— on compte au Sud-Vietnam, 26 millions de cratères de bombes de B52, dont la superficie additionnée totalise 170.000 ha.

Face à cette barbarie, la haine du peuple vietnamien contre les agresseurs US est immense, et cette haine renforce sa détermination à lutter jusqu'à la victoire totale.

Le gouvernement de la RDV a lancé un appel pressant au soutien international contre les actes de génocide

Ils peuvent faire venir 500.000 hommes, un million, ou même davantage pour intensifier la guerre d'agression au Sud Viet Nam. Ils peuvent utiliser des milliers d'avions pour multiplier les attaques contre le Nord. Mais jamais ils ne pourront briser la volonté de fer de l'héroique peuple vietnamien de combattre l'agression américaine, pour le salut national. Plus ils se montrent agressifs, plus ils aggravent leur crime. La guerre pourra encore durer cinq ans, dix ans, vingt ans ou davantage. Hanoi, Haiphong, ainsi qu'un certain nombre d'autres villes et d'entreprises pourront être détruites, mais le peuple vietnamien ne se laissera pas intimider. Il n'est rien de plus précieux que l'indépendance et la liberté. Quand viendra le jour de la victoire, notre peuple reconstruira le pays en mieux et le dotera de constructions plus grandes et plus belles.

(Appel du président HO CHI MINH du 17 juillet 1966)

— 25% de la population du Sud-Vietnam vit derrière les barbelés, dans les camps de concentration US.

— 49 millions de kilos de produits chimiques toxiques ont été déversés sur le Sud-Vietnam jusqu'en mai 71, détruisant 2 millions d'hectares de forêts, et une quantité de nourriture pour 874.000 personnes pendant 1 an.

— rien qu'au mois d'août 71, les bulldozers US ont rasé 304.000 ha de terres, soit une superficie supérieure à l'état du Luxembourg.

— le tonnage des bombes US déversées sur l'Indochine est 3 fois supérieure à celui des bombardements durant toute la 2e guerre mondiale.

perpétrés par l'impérialisme US en bombardant les digues. (voir F.R. 32). Le gouvernement de la RDV qui n'a pas l'habitude de lancer de tels appels, dénonce une situation extrêmement grave. Les marxistes-léninistes, le prolétariat de France doivent répondre à cet appel en engageant des formes d'action de soutien, politique, financier les plus larges possibles.

QUELLE QUE SOIT L'AMPLEUR DES CRIMES US, LE PEUPLE VIETNAMIEN CHASSERA L'AGRESSEUR YANKEE !

Tirana : Sihanouk dénonce le social-impérialisme

SIHANOUK président du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge (GRUNC) est en train de visiter plusieurs pays qui ont reconnu le gouvernement légitime du Cambodge au lendemain de l'agression US. Parmi ces pays figure l'Albanie, où il est arrivé le 22 juin. Voilà ce qu'il déclare dans une allocution prononcée en présence d'Enver Hodja, à propos de la clique social-impérialiste au pouvoir en URSS, qui, à l'image des pays capitalistes, ne reconnait pas le GRUNC, mais, qui plus est, entretient des relations diplomatiques et économiques avec le fantoche de l'impérialisme US : LON NOL.

Certains gouvernements étrangers, complices de l'impérialisme US, appellent le gouvernement royal d'union nationale "gouvernement en exil", et justifient ainsi leur choix d'entretenir des relations diplomatiques avec le régime de la clique traitresse de Lon Nol à Phnom-Penh, que ces gouvernements considèrent comme incarnant l'état cambodgien.

Cela relève d'une flagrante injustice, parce que

— primo, 11 membres du GRUNC se trouvent à l'intérieur même du Cambodge.

— secondo, grâce au combat victorieux de son armée populaire de Libération Nationale, le GRUNC, administre à l'heure actuelle plus des 8/10 du territoire national du Cambodge, alors que la fausse et illégale "république" de Lon Nol ne contrôle que très imparfaitement moins de 2/10 de ce territoire, et encore avec l'aide des forces terrestre du général sudvietnamien Nguyen Van Thieu, marionnette de l'impérialisme US, et la protection de l'aviation et de la marine US, sans compter quelques unités Thaïlandaises.

— tertio, le pouvoir populaire s'est installé définitivement dans la très vaste zone libérée, et administre à l'heure présente 5 millions de citoyens et citoyennes sur les 7 millions que compte le Cambodge dans son ensemble.

le programme du F.N.L. : un programme pour l'indépendance nationale et la liberté

SA CREATION, SA COMPOSITION

La politique de Front Uni National Anti-Impérialiste et démocratique est un acquis historique déjà ancien pour le peuple vietnamien. Par 2 fois, bien avant la création du FNL, le peuple vietnamien s'est uni dans le Front Viet Minh = avant 45 (contre les agresseurs français et nippons), et après 45 dans le Front Lien-Viet (contre l'impérialisme français). Par 2 fois, cette unité de combat a permis la victoire.

Au Sud Vietnam, dès 1954, contre l'intervention US, contre la tentative fasciste de Diem, pour liquider le mouvement populaire, les militants communistes restés ou revenus dans leurs villages au Sud, mobilisent les masses pour la lutte politique et prennent l'initiative des premières formes de lutte armée. Aux luttes politiques que chaque couche de la population engage sur ses revendications propres, l'intervention américaine et la répression de Diem donnent un dénominateur commun : la lutte pour la vie. Après 1959, la lutte armée gagne tout le Sud Vietnam, le moment est mûr pour créer une organisation révolutionnaire capable d'unir toutes les forces progressistes et patriotiques contre l'impérialisme US et son fantoche Diem. Le 20 décembre 1960, le FNL est créé. Dès sa création, il représente une imposante force politique et militaire. Dès sa création il regroupe plus de 20 grandes organisations politiques dont 10 groupements de masse ouvriers et paysans, des organisations de jeunesse, de femmes, d'étudiants, d'écoliers, des écrivains, des artistes, des journalistes, des industriels, des commerçants, d'anciens résistants et même des militaires patriotes qui ont quitté l'armée fantoche. On y trouve aussi des organisations de masse à caractère religieux (catholiques, bouddhistes, hoa-hao). Les forces armées d'autodéfense du peuple (F.A.L.) ont été membres du FNL dès le début. Le FNL a reçu encore l'adhésion d'autres organisations de lutte tels que le Comité pour la Défense de la Paix mondiale, l'Association des Juristes démocrates, le Comité des Nationalités Autonomes des Hauts Plateaux. Dès 1961, il avait déjà 7 millions de membres et sympathisants.

SA DIRECTION

Trois partis constituent l'ossature politique du FNL : 1) le Parti Populaire Révolutionnaire (PPR ou PRP selon les traductions), marxiste-léniniste, parti d'avant garde de la classe ouvrière. 2) le Parti Radical Socialiste, regroupant de nombreux intellectuels, représentant la petite bourgeoisie. 3) le Parti Démocrate, représentant la bourgeoisie nationale.

Ces trois partis et les organisations de masse sont représentés au Comité Central du FNL, organe dirigeant doté d'un exécutif : le Présidium du CC, présidé par l'avocat Nguyen Huu Tho. Dans le cadre des tâches politiques et militaires de la libération nationale et de la révolution démocratique, acceptées par tous, les discussions en vue de prendre des décisions se font sur une base d'égalité. Non en paroles (nous ne disposons d'ailleurs d'aucune déclaration), mais dans les faits, le PPR, avant garde de la classe ouvrière, joue un rôle dirigeant comme élément le plus actif, notamment dans l'impulsion et la direction de la lutte armée. Un indice général de ce fait est donné par un cadre du FNL dans une interview accordée à W. Burchett ("Pourquoi le Vietcong gagne" Maspéro). Mais un indice plus précis sur un point limité en est donné dans "Cuchi, base de guerilla" (Etudes Vietnamiennes nº 20) : "il faut dans le cadre de la guerre du peuple, susciter une levée en masse. Deux mesures ont été prises : d'une part tous les cadres, membres du Parti et des Jeunesses (l'Union de la Jeunesse Populaire et Révolutionnaire), doivent prendre le fusil, ce qui permet de doubler les effectifs de combattants et de renforcer la direction des opérations sur toutes les lignes. D'autre part, on doit entrainer tous les habitants valides..."

SA POLITIQUE ET SON ELARGISSEMENT

Le programme du Front, développé en 1967, offre des perspectives politiques à chaque classe et couche de la population sud-vietnamiennes, à l'exception d'une poignée de traîtres. La classe ouvrière est organisée dans le Front au sein de la Fédération des Syndicats de Libération du Sud-Vietnam. Le programme du Front se soucie de ses conditions de vie et de travail, mais aussi de son rôle, présent et futur, dans la Révolution.

Mais pour renforcer la participation de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale à la lutte, et stimuler dans l'immédiat le développement de la production, le FNL a mis sur pied un compromis :

— Restaurer et développer l'industrie, la petite industrie et l'artisanat, en protégeant le droit de propriété des patriotes sur les moyens de production.

— Assurer aux ouvriers et employés le droit de participer à la gestion de l'entreprise.

— Régler les différents entre patrons et ouvriers par voie de négociation et par le rôle de médiateur de l'administration nationale et démocratique.

Le mot d'ordre "la terre à ceux qui la travaillent" est appliqué dans les zones libérées par le biais de l'association des paysans pour la Libération :

— Confiscation des terres des traîtres et occupation des terres des propriétaires fonciers qui ont fui.

— Achat de terres aux propriétaires moyens par le FNL qui les redistribue aux paysans pauvres.

— Réduction des taux de fermage, suppression de toutes les dettes qui liaient les paysans pauvres aux propriétairess fonciers.

— Distribution des terres aux paysans, et mise en place des premières formes d'entraide.

Malgré la guerre, la production augmente dans les zones libérées. L'artisanat s'y développe, des formes d'industrie légère souvent liées à l'effort de guerre sont mises en place (fabrication de mines, armes simples). "La bêche à la main, le fusil dans l'autre" la population des zones libérées mène un double combat pour la libération nationale : un combat politico-militaire et un combat économique.

Les soldats et fonctionnaires fantoches, à qui le Front a accordé un droit de visite dans les zones libérées pour Noël et le Tête, peuvent voir toutes ces transformations, et même visiter la terre qui les attend au village, la terre que le Front leur réserve. Puissant motif de désertion pour les fantoches, les zones libérées sont aussi un motif d'espoir pour tout le peuple qui y voit la préfiguration du Sud-Vietnam libéré et indépendant. Ainsi grâce à son programme politique, aux succès de la guerre du peuple et à l'existence des zones libérées, le Front se renforce constamment. En 1967, il s'est assuré l'appui des 3/4 de la population sud-vietnamienne. Son nouveau programme développe de nouvelles propositions vis-à-vis surtout de la population urbaine, petite bourgeoisie libérale, bourgeoisie nationale, personnalités patriotes, fonctionnaires de l'administration fantoche. A chaque force qui, pour une raison ou pour une autre, n'adhère pas au Front, il propose l'unité d'action contre l'ennemi commun US-fantoche. Lors de l'offensive du Têt, en 1968, de nouvelles organisations patriotiques apparaissent dans les villes, notamment à Hué et à Saïgon, unifiées dans "l'Alliance des Forces Nationales Démocratiques et de Paix du Sud-Vietnam" qui coordonne son action avec le FNL et a participé à la création du GRP. Des unités entières de l'armée fantoche se mutinent et appellent les autres à en faire autant : par exemple "l'Association des Officiers et Soldats de la 1re division", se désolidarise de l'armée de Saïgon.

Depuis sa création, le FNL lutte pour abolir tous les régimes politiques de division, d'oppression et d'exploitation des nationalités instaurés par les impérialistes et leurs agents ; aider les minorités nationales par une politique agraire adaptée, à travailler sédentairement, à développer leur économie et leur culture, à élever leur niveau de vie pour rattraper le niveau général.

De plus, le Front lutte contre la culture impérialiste et d'asservissement, et pour l'édification d'une culture et d'une éducation nationales et démocratiques, lesquelles fleurissent déjà dans les zones libérées.

Tous ces points fondamentaux de la politique du Front visent à réunir les conditions de la victoire dans la lutte de libération nationale, à aboutir à la création d'un Sud-Vietnam indépendant, neutre et prospère, préparant progressivement les conditions politiques et économiques de la réunification avec la zone nord (RDVN), où se construit le socialisme.

nord = modernisation des mines, du textile et de la sidérurgie = chômage et surexploitation

Les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui emploient encore aujourd'hui près de 60.000 travailleurs fermeront totalement en 1980, Usinor-Valenciennes (2.000 ouvriers) ferme, Usinor-Denain réduit son personnel, des dizaines de petites boîtes du textile sont liquidées : le Nord est durement frappé par le chômage.

Le visage du Nord, imposé par le Capital, c'est : les filles des mines qui parcourent 50 à 80 km par jour pour travailler dans le textile où les 2/3 des ouvriers ne gagnent pas plus de 800 F/mois ; les jeunes du Valenciennois qui, obligés de quitter la région minière, vont s'embaucher dans une industrie automobile (Renault, Simca, etc.) présentée comme solution de rechange et qui ne fait qu'exploiter la crise en imposant cadences accélérées et bas salaires.

Mais, de la grève des mineurs de Bruay, en mai 71, à la grève des employés de la Redoute à Roubaix, ou la grève de Vallourec (sidérurgie) en 71, la classe ouvrière montre sa détermination à combattre le capital, malgré la trahison des révisionnistes qui prétendent résoudre la crise par "l'installation d'industries élaborées d'un haut niveau technique" dans le cadre du capitalisme.

Nous publions aujourd'hui le premier d'une série de reportages sur la paupérisation de la classe ouvrière dans le Nord.

1/ surexploitation dans les mines

"Nous avons la chance de posséder une entreprise nationalisée. Sans la nationalisation, la modernisation d'après guerre aurait été impossible" a dit Léon Delfosse, secrétaire général de la fédération du sous-sol CGT.

Les familles des 900 mineurs tués chaque année par la silicose, les mineurs de fond toujours payés à la tâche, selon le système encouragé par les ministres P"C"F, Thorez ou Marcel Paul, à la libération, pour produire toujours plus, les marocains envoyés au fond de la mine sans la moindre explication sur les dangers de mort qui les menacent dans le travail, eux ne partagent pas la satisfaction des dirigeants CGT, car ils ont la preuve quotidienne qu'une entreprise nationalisée par la bourgeoisie comme c'est le cas des Houillères depuis 1945, ne leur rapporte qu'une chose : l'exploitation féroce par le capitalisme.

— Les plans de la bourgeoisie :

A la libération, la bourgeoisie affirmait : "la reprise de l'activité économique française est étroitement conditionnée par le charbon", c'était l'époque où la CGT déclarait : "après avoir entendu les appels pathétiques, clairvoyants et éminemment patriotiques de messieurs Marcel Paul, Benoit Frachon, Maurice Thorez, les travailleurs de la mine s'engagent à multiplier les efforts... Ils promettent de lutter contre l'absentéisme et le sabotage, de rechercher en commun dans chaque puits et service les moyens de relever sensiblement le rendement individuel et la production". (24 décembre 45).

15 ans après, en publiant le plan Jeanneney (1960), la bourgeoisie annonce la liquidation rapide des Houillères (pour 1980) ; les arguments invoqués sont : le "déficit" des Houillères, le fait que le charbon n'est "plus rentable". Il s'agit pour la bourgeoisie de garantir l'augmentation des profits des monopoles du pétrole, tandis que le prétendu déficit des Houillères est lié aux prix que l'état capitaliste leur impose : des prix préférentiels qui sont en fait de véritables subventions accordées à la sidérurgie et aux autres monopoles capitalistes clients des Houillères.

La liquidation des Houillères supprime des milliers d'emplois de mineurs et bouche toute perspective pour les fils de mineurs qui arrivent sur le marché de l'emploi. La politique minière de la bourgeoisie frappe tout particulièrement la région du Nord-Pas-de-Calais où les Houillères, avec près de 60 000 travailleurs sont encore et de loin, la première entreprise de la région. En même temps, il s'agit pour la bourgeoisie d'accroître les profits réalisés par les Houillères tant qu'elles existent, en renforçant systématiquement l'exploitation des travailleurs. La politique capitaliste pour le charbon a rencontré la résistance des mineurs : en mars 63, c'était la grande grève de 1,5 mois face à la volonté de la bourgeoisie de réduire leur pouvoir d'achat : en mai 71; ce sont des milliers de mineurs en grève qui, débordant les syndicats à Faulquemont et Bruay-en-Artois, luttaient contre la fermeture des mines.

Aujourd'hui, nous parlerons de la dégradation des conditions de travail imposées par les Houillères aux mineurs du nord.

— Mécanisation capitaliste = intensification du travail et dangers accrus :

Pour augmenter le rendement (augmentation d'au moins 33% en 10 ans dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais), les Houillères ont considérablement développé la *mécanisation*. Ainsi, pour l'abattage, le marteau-piqueur a souvent été remplacé par des machines telles que les rabots ou les haveuses, surtout à l'ouest du bassin (région de Bruay), où la faible pente des veines de charbon se prête mieux à cette mécanisation que le Valenciennois.

Un mineur nous explique comment l'utilisation du rabot à la fosse 6 de Bruay a pour conséquence l'intensification du travail et la multiplication des risques d'accidents : "avec le rabot, le mineur doit suivre la machine. Le rabot est composé de machoires d'acier qui font des allées et venues, creusant et récupérant le charbon à l'intérieur d'une veine. Lorsqu'il y a 80 cm de fait, il faut que le mineur "soutienne" le toit qui est dégagé, le temps de "soutenir", il y a à nouveau 80 cm de fait, car le rabot continue à marcher tout seul. Si on veut respecter les consignes de sécurité, il faudrait tous les 1,50 m, mettre un boisage provisoire pour soutenir le toit de la veine creusée et ensuite mettre un boisage complet. Mais, quand ça va trop vite (vitesse de la machine) on ne fait pas de boisage provisoire, on passe tout de suite au boisage complet. Dans ces conditions, on a à peine fait la moitié de la partie de taille qui est à boiser que déjà, en avant, il y a 60 ou 70 cm de découvert, en plus des 80 cm déjà faits. Ca fait donc une portée de 1,50 m où le terrain n'est plus supporté. Alors ça devient très dangereux, il y a des chutes de pierres provenant du toit, d'autant plus importantes que le terrain est "pourri", par exemple lorsqu'on passe sous un canal".

Un mineur qui travaillait au marteau piqueur explique : "Avant, on attaquait 1 m de charbon et on boisait, c'était toujours soutenu, alors si le terrain descendait un peu, c'était trop soutenu pour que ce soit aussi dangereux que maintenant ; on arrivait au bout en étayant au fur-et-à-mesure".

— Surveillance par les capitalistes pour accélérer les cadences :

Pour avoir le temps de boiser correctement, il faudrait arrêter ou ralentir par moment la machine, mais cela diminuerait le rendement et le capitaliste ne le tolère pas. A cet effet, des salles de contrôle, d'où peut être observé tout ce qui se passe dans les galeries, ont été mises au point ; voici ce qu'en dit un valet du capital, Robert Cœuillet, ingénieur aux charbonnages de France : "la télésurveillance que permettent des installations de télévigile, peut ici modifier radicalement la situation : en matière d'investissement, voici enfin un cas de rentabilité assurée qui permet de ramener vers un agent bien choisi toutes les informations nécessaires à l'appréciation permanente de l'activité du chantier : détection instantanée des arrêts, enregistrement de leur cause, des vitesses et performances des machines etc..., tous renseignements dont l'exploitation immédiate et différée doit faciliter le travail de la surveillance, accroitre la productivité... organiser, dit ce bon valet du capital, c'est saturer les machines", et surtout les travailleurs.

— Le salaire à la tâche pour imposer les cadences aux mineurs :

Le mineur qui se charge de l'abattage est d'autant plus tenu à suivre sans interruption le rythme de la machine qu'il est payé à la tâche : ce système de salaire destiné à favoriser l'accroissement des cadences n'a jamais été supprimé depuis 1945 :

- Un tel système permet de voler au maximum les travailleurs : en effet, actuellement, un mineur à l'abattage ne peut jamais dire à la fin de sa journée, combien il a gagné. Pour la pause d'un étançon de boisage, il y a plusieurs prix qui peuvent varier au cours de la semaine.
- Les salaires sont fixés par "un service spécial" composé de porions (contremaitres), de chronos et vérificateurs qui passent quelquefois dans la mine au cours de la semaine ; les observations de ces représentants de la direction déterminent les variations de salaire.

— Des mesures de sécurité bidon :

Toutes les techniques mises au point théoriquement pour éviter l'absorption par le mineur de la poussière de silice, qui attaque les poumons et donne la silicose, se sont heurtées au rendement imposé par le capitalisme, par sa surveillance constante (voir télévigiles) et le salaire à la tâche :

- La mécanisation engendre des nuages de poussière beaucoup plus volumineux et fait des poussières plus fines, ceci se combine avec des cadences de travail qui en essoufflant le mineur, facilitent la pénétration des particules poussiéreuses dans ses poumons.
- Les masques qui protègent des particules de silice rendent la respiration plus difficile, ils fatiguent plus rapidement et empêchent d'avancer : les mineurs payés à la tâche l'abandonnent. Les vaporisateurs d'eau, avec capteurs de poussières peuvent ralentir par leur installation le rythme du travail, et sont donc négligés.

— La médecine des mines au service du Capital :

Pour réduire au maximum les coûts de production, les Houillères tiennent à verser le moins possible de pensions aux silicosés : c'est pourquoi la visite médicale avec radio d'où tout le monde ressort "en bonne santé" ne sert qu'à cautionner le refus de reconnaître la silicose : le taux de silicose reconnu par les médecins (grassement payés) des Houillères doit toujours être multiplié au moins par 2 pour correspondre à la réalité.

— La surexploitation des ouvriers marocains :

Tout en reduisant le nombre d'ouvriers (111.000 mineurs en 59 dans le nord-Pas-de-Calais, 55.000 en 70), les Houillères tiennent à avoir une main-d'œuvre dépourvue de toute garantie d'emploi qui permette de mieux ajuster les effectifs à leurs plans de production, il s'agit aussi, pour abaisser les côuts de production, d'embaucher des travailleurs à des conditions plus désavantageuses que celles qu'accordait le "statut" du mineur de 1945. C'est pourquoi les Houillères ont embauché ces dernières années *un grand nombre de travailleurs marocains* : à la fosse 6 de Bruay, il y a aujourd'hui 150 marocains sur 1.200 mineurs de fond, les projets sont d'au moins 300 d'ici les congés d'août.

- pour les travailleurs marocains, les Houillères n'ont *aucun frais de formation*. Pour les mineurs français, avant d'aller au fond de la mine, il fallait faire un apprentissage dans un centre des houillères afin d'apprendre par exemple le maniement des étançons (il y a plusieurs façons de les prendre pour ne pas se fatiguer trop), le maniement des appareils de serrage des étançons, pour éviter de se blesser. Les Marocains qui sont recrutés à Agadir sont *immédiatement* envoyés au fond de la mine, ils n'ont pas non plus comme les mineurs français durant les 3 premières années, 15 jours de remontée tous les 3 mois pour suivre des cours de formation.
- les mineurs marocains sont embauchés sous contrat de 18 mois, ils sont donc vidés sans indemnité de licenciement, ils peuvent renouveler le contrat mais ils n'ont jamais de prime d'ancienneté. Ceux qui ont participé aux grèves n'ont aucune chance de se faire renouveler leur contrat.
- quant à la pension pour silicose, ils n'ont aucune chance de la toucher : au mineur marocain silicosé, le médecin des houillères "conseille" d'aller se reposer au Maroc, sans le reconnaitre comme silicosé. A la fin de son congé, le mineur marocain est convoqué à AIN EL BOUNDJA (Casablanca) où le médecin "coopérant" français le jugeant silicosé déclare qu'il y a rupture de contrat, puisque celui-ci stipule que le mineur embauché est en bonne santé. Ainsi la pension saute.
- les Houillères ont aussi recours à des bureaux privés de main d'œuvre qui "travaillent" spécialement pour elles : ces bureaux recrutent des mineurs qui peuvent être embauchés ou mis à la porte "à volonté" sans préavis ni indemnités.

— Fermeture de puits = allongement de la journée de travail pour les mineurs :

Pour accroitre leurs profits, les houillères ferment des puits dont les veines de charbon correspondantes continuent à être exploitées : ainsi à Berlains, à 10 km de Bruay, on a conservé le puit 7 uniquement pour l'aérage, tandis qu'on descend à la fosse 6 de Bruay pour aller exploiter les veines de la fosse 7 de Berlains : cette méthode qui permet une économie d'entretien (plusieurs dizaines de millions d'AF pour un puit) pour les Houillères, est rendue possible par l'intensification du travail (un même nombre de veines de charbon peut être travaillé par un plus petit nombre de mineurs).

Pour les mineurs, ce sont des déplacements de plus en plus longs de leurs lieux d'habitation jusqu'au lieu de travail : cela équivaut à un allongement de la journée de travail, parfois de plusieurs heures.

A suivre.

creusot-loire Dunkerque : les syndicats donnent un avant-goût du programme de la gauche

Mercredi 21 juin Roger Abdallah, ouvrier à l'usine des Dunes de Creusot-Loire près de Dunkerque, effectuait le réglage d'une pièce d'un laminoir. Son pied gauche entraîné dans les cylindres du laminoir, il tombe sur un lingot chauffé à 1000°. Il meurt brulé vif. Alors qu'il y a un mois les syndicats avaient réussi à imposer leur moment de silence lors d'un accident semblable, cette fois-ci, les ouvriers ripostent immédiatement à ce nouvel assassinat, par une grève de 24 heures.

Jeudi 22 juin dans une lettre ouverte au personnel et à leur famille, les syndicats CGT, CFDT, CGC, CFTC, rappellent qu'ils ont à diverses reprises déjà signalé les risques encourus par les lamineurs. Ils entendent obtenir l'installation nécessaire à la protection des lamineurs et évaluent ce coût à 20 millions d'anciens francs.

Vendredi 23 juin : la CGT appelle les travailleurs de l'usine des Dunes à observer une grève de 24 h pour la retraite et le SMIG à 1000 F.

Lundi 26 juin : dans un tract les 4 syndicats font la proposition suivante : La cabine mobile nécessaire à la protection des hommes du laminoir serait financée par chaque ouvrier qui verserait 1% de sa prime de productivité d'un trimestre. *"Cette installation appartenant au personnel devrait être convertie en capital-actions de la compagnie pour un montant équivalent. Les actions seraient remises aux veuves de nos 2 disparus., et constitueraient un revenu pour les 2 familles d'un montant d'environ 20 000 F (coût présumé de l'installation)" (tract CGT–CFDT–CGC–CFTC).*

A elle seule cette chronologie met en lumière la trahison, le cynisme des organisations syndicales dites représentatives, elle montre comment révisionnistes et réformistes volent au secours du capital en difficulté.

Révisionnistes et réformistes sont fiers : ils avaient **signalé** les risques encourus. Depuis 4 ans leur comité Hygiène et Sécurité avait formulé des propositions, il suffisait de s'armer de patience, et d'attendre que Creusot Loire veuille bien appliquer ces mesures, qu'importe si, entre temps, des dizaines d'ouvriers sont purement et simplement assassinés.

Révisionnistes et réformistes n'organisent plus de lutte contre les accidents ni pour la mise en place des mesures de sécurité ; ils ont trouvé mieux, plus efficace, et surtout plus économique pour le capital : une fois la colère retombée, faire payer les ouvriers. Ces syndicats traitres ont même recours aux modes d'élections de la bourgeoisie pour imposer leur idée : *"il reste à tout le personnel à se prononcer par un vote à bulletin secret : une décision de cette importance nécessite en effet l'adhésion des 2/3 du personnel. Si les 2/3 étaient atteints, la décision serait applicable par l'ensemble du personnel".*

Révisionnistes et réformistes se gardent bien de transformer la colère des ouvriers en haine de la bourgeoisie. Ils font au contraire le maximum pour apaiser cette colère. "Adhérez à nos propositions et vous démontrerez votre solidarité", voilà les propos que tiennent ces fidèles serviteurs du capital. Comble d'ignominie, les familles des travailleurs assassinés toucheront des actions Creusot Loire.

Les requins de Creusot Loire doivent se réjouir : 20 millions d'économisés, 20 millions qui pourront être investis dans des dépenses dites productrices, qui pourront servir à améliorer les laminoirs, afin d'accélérer les cadences, 20 millions qui pourront rapporter du profit.

Le ballon d'essai lancé par la CGT de Creusot-Loire Dunkerque n'a pas du tout suscité l'enthousiasme dans la classe ouvrière. C'est pourquoi l'Huma du 1.7.72 croit utile d'opposer un démenti formel en se gardant toutefois des garanties pour l'avenir : "Les travailleurs devront-ils payer les équipements de sécurité ? ". La question reste posée. Les révisionnistes renouvelleront sans doute le mauvais coup qu'ils réservaient aux ouvriers de Creusot-Loire.

Les syndicats CGC, CFTC, CGT, CFDT, donnent aux ouvriers de Creusot Loire un avant goût du programme de gouvernement PS – P"C"F. En proposant de payer au patron les équipements de sécurité, et de distribuer des actions aux veuves des accidentés, les syndicats de Creusot Loire ne font qu'appliquer à la lettre le programme commun de gouvernement PS – P"C"F : "les pouvoirs et les responsabilités des comités d'entreprise et d'établissement, des comités d'hygiène et de sécurité, des délégués du personnel et des comités techniques de la fonction publique seront étendus et garantis. Ceci concerne notamment la formation, les activités sociales, l'organisation du travail, l'hygiène et la sécurité, la médecine du travail, l'installation des équipements nouveaux. Les comités d'entreprise seront dotés de pouvoirs particuliers pour contrôler que l'introduction et le fonctionnement de ces équipements dans l'entreprise aboutissent à une amélioration des conditions de travail".

Ainsi l'extension "des pouvoirs particuliers" des comités d'entreprise, des comités d'hygiène et de sécurité... cela consistera sans doute dans une extension de la portion du salaire abandonné au patron pour moderniser et équiper son usine. Les réformistes du PS et les révisionnistes du P"C"F cherchent par tous les moyens à convaincre la bourgeoisie qu'ils renforceront ses profits. A Creusot Loire les cadres de la CGC en ont déjà été convaincus. Quant aux ouvriers, de telles mesures de surexploitation les aident à voir de quel côté est ce gouvernement "de la gauche".

Imprimerie P. Guilloux, 92 rue de la Villette. – Dépôt légal n° 295, 3e trimestre 1972. – Directeur de Publication : Camille Rey. – Distribué par NMPP. – Commission Paritaire 51 165

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

numéro spécial

vive le 10e anniversaire de la victoire du peuple algérien !

لدى الذكرى العاشرة للاستقلال الجزائري !

8 ANS DE LUTTE ARMEE CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Depuis le début de l'expédition coloniale française en 1830, le peuple algérien n'a jamais cessé de lutter contre le joug du colonialisme français, son armée d'occupation et les milices organisées par les colons. Le colonialisme Français a payé cher (plus de 200 000 morts dans ses rangs jusqu'en 1954) ces années d'exploitation féroce, et l'assassinat de centaines de milliers de martyrs algériens.

La volonté du peuple algérien de lutter pour son indépendance nationale s'est cimentée lors de massacres comme ceux de Setif. Le 8 mai 1945, dans la région de Sétif, plus de 50 000 paysans, artisans et ouvriers manifestent pour plus de justice et de démocratie. La répression coloniale est sanglante, massive, et dure toute une semaine : 45 000 morts.

DECLENCHEMENT DE L'INSURRECTION ARMEE (1954) AU CONGRES DE LA SOUMMAM (1956).

— La lutte armée prolongée.

Les massacres de Sétif, s'ils ont affaibli pour un temps le combat du peuple algérien, ont aussi permis à de nombreux militants de rejeter toute illusion et de comprendre que seule la lutte armée ouvrait la voie à l'indépendance. C'est aussi la leçon que les combattants vietnamiens ont mise en évidence en 1954 avec la victoire de Dien-Bien-Phu, aux yeux des peuples opprimés par l'impérialisme français.

Le 1er novembre 1954, à une heure du matin, des attaques armées sont déclenchées en trente points du territoire algérien. Une proclamation annonce la création du Front de Libération nationale et de l'Armée de Libération Nationale. Encore peu nombreux, les maquisards de l'ALN, mal équipés, vont engager des attaques de guérilla, principalement dans les Aurès et en Kabylie contre les casernes, les édifices coloniaux et les dépôts d'armes.

En persévérant dans la voie de la lutte armée, en multipliant les coups de main et les embuscades, le millier de djounouds de 1954 deviendra l'ALN qui jusqu'en 1962 mettra en échec l'armée coloniale française.

— La masse du peuple algérien répond à l'appel du FLN.

Cette insurrection armée galvanise le peuple algérien : la paysannerie la plus pauvre, les fellahs, la classe la plus nombreuse répond massivement. Le 20 août 1955, des dizaines de milliers de paysans armés de faux, de serpes et de pelles, marchent sur Philippeville. Le mouvement se développe dans tout le Nord-Constantinois. Le fasciste Soustelle, gouverneur général de l'Algérie va sur place diriger la répression et armer les colons. En moins d'une semaine, il y aura 12 000 algériens assassinés ou portés disparus dans le Constantinois.

La population des villes répond aussi en masse. Le 1er novembre 1955, une grève générale est largement suivie et elle a encore plus d'ampleur l'année suivante le 1er novembre 1956. La Casbah d'Alger, habitée surtout de chômeurs, de petits artisans et de commerçants est rapidement devenue une base du FLN. Par exemple aucun mariage, aucune naissance ne s'y font sans qu'un représentant du FLN ne délivre les papiers officiels. En août 1956, au lendemain de l'attentat de la rue de Thèbes (plus de 80 morts) le FLN crée une organisation militaire d'autodéfense pour préserver la population des attentats. Le couvre-feu est décrété à 20 h et les hommes des immeubles prennent leur tour de garde sur les terrasses. Cette organisation et ce lien avec la population de la Casbah, a permis au FLN d'échapper pendant longtemps aux recherches des troupes coloniales, et de reconstituer rapidement ses réseaux, chaque fois qu'ils étaient démantelés.

Enfin, les progrès de la lutte armée et la détermination populaire forcent la bourgeoisie algérienne à cesser sa collaboration ouverte avec les autorités coloniales. C'est au cours de l'année 1955 que les conseillers municipaux algériens demissionnent et que l'ensemble des parlementaires et des délégués à l'assemblée algérienne rejoignent le FLN.

Le congrès de LA SOUMMAM, qui se tient en plein cœur de l'algérie en août 1956 concrétise à cette époque l'unité nationale réalisée au sein du FLN. Mais l'unité au profit de quelle classe sociale ?

— La classe ouvrière dans la lutte.

Bien que participant activement à la lutte de libération, la classe ouvrière algérienne n'a jamais pu en exercer la direction par l'intermédiaire de son parti marxiste-léniniste. Le seul parti à se réclamer du marxisme-léninisme en Algérie, le P"C"A, rejeton du P"C"F, était un parti contre-révolutionnaire, qui a ouvertement pris la défense des colonialistes français. Et s'il a été très rapidement rejetté par l'ensemble du prolétariat algérien, après sa condamnation de l'insurrection, il a cependant servi de repoussoir, dégoûtant bon nombre de militants du marxisme-léninisme. Parallèlement, en franç̧e, les très nombreux prolétaires algériens avaient sous les yeux pour exemple de marxisme-léninisme, la ligne du P"C"F-CGT qui, entre autre, sabotait ouvertement tout soutien à leur lutte de libération. Tout celà a concourru à empêcher le prolétariat algérien de se doter d'un parti marxiste-léniniste, et a permis aux couches non prolétariennes d'assurer la direction du FLN.

La participation active de la classe ouvrière à la lutte s'est cependant traduite par la mise à l'écart des organisations révisionnistes : de rares militants du P"C"A devront rompre avec leur parti pour rejoindre le FLN tel FERNAND YVETON que Mitterand fit fusiller ! De même, la CGT, sera complètement discréditée aux yeux des masses algériennes, et n'organisera plus que les fonctionnaires et les ouvriers pied-noirs alors que l'UGTA syndicat clandestin, organise en masse (350 000) et mène les luttes des mineurs et des dokers algériens. En France, les ouvriers algériens cotisent tous régulièrement pour soutenir la lutte (5000 AF minimum pour un ouvrier de la région parisienne, 3000 AF pour un ouvrier de province).

DES PLEINS POUVOIRS DE GUY MOLLET (56) A L'INDEPENDANCE (62)

— L'échec de la "pacification"

En 1956, face au développement de la lutte armée, le "socialiste" Guy Mollet demande à l'assemblée les pleins pouvoirs. Il les obtient grâce aux voix des députés révisionnistes du P"C"F. Le "socialiste" Lacoste (gouverneur d'Algérie) et le fasciste Massu La Torture disposent alors d'un corps expéditionnaire de plus de 600 000 hommes. Leur objectif : briser le moral de la population, isoler le FLN du peuple, et liquider le FLN et l'ALN. Les "zones" suspectes sont bombardées, les villages brûlés, les hommes fusillés, les vieux, les femmes, et les enfants, parqués dans des camps de concentration. A Alger, Massu la Torture, tente de liquider l'organisation FLN par l'organisation systématique de la torture.

Loin de briser la détermination du peuple algérien, la répression et la haine de l'occupant ne font que l'attiser. La lutte armée se développe. En 1958, l'ALN regroupe 130 000 hommes en Algérie. Leur connaissance du terrain et leur mobilité leur permet d'attaquer là ou l'ennemi ne les attend pas : à la bataille de BOUZE GZEG, 3 compagnies de l'ALN lui infligent de lourdes pertes, à 50 kms seulement d'Alger, une forte unité de légionnaires est complètement anéantie. En juin 1959, la région d'ANNABA (BONE) est occupée par l'ALN qui, pour la 1re fois, utilise l'artillerie.

— L'échec des manœuvres de l'impérialisme français : la propagande de la bourgeoisie française voudrait faire croire que l'armée coloniale aurait liquidé l'ALN et que c'est De-Gaulle qui généreusement aurait accordé l'indépendance. La réalité est bien différente : c'est sur la base d'un rapport de force politico-militaire que l'impérialisme français a été contraint d'accorder l'indépendance au peuple algérien. Les premiers échecs des tentatives faites par De Gaulle dès son accession au pouvoir pour passer des compromis qui préservent les intérêts fondamentaux de l'impérialisme français avec le FLN en sont la preuve :

— De Gaulle, amené au pouvoir par le coup d'état du 13 mai 58, continue la politique de ses prédecesseurs : le plan CHALLE n'est qu'un renforcement de la "pacification", avec utilisation intensive de l'aviation.

— L'echec de la "pacification" le conduit à un 1er changement de tactique : en septembre 59, il reconnaît le droit à l'autodétermination du peuple algérien et accepte de négocier avec le FLN en juin 60. Son objectif est une vague *autonomie* qui conserverait intacte la domination française sur les richesses algériennes. En riposte, des dizaines de milliers d'algériens manifestent dans tous les quartiers d'Alger à l'appel du FLN. Le drapeau national vert, fleurit dans la foule des manifestants qui réclament l'ouverture de véritables négociations avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (G.P.R.A.). Les paras tirent sauvagement sur la foule. Quelques jours avant, l'armée française se vantait d'avoir liquidé le FLN sur Alger...

— 2e échec, 2e manoeuvre. Début 61 De Gaulle propose la *"partition"* de l'Algérie : le Sahara et son pétrole, les villes et la riche Mitidja à la France, les plateaux arides aux algériens. Le FLN riposte vigoureusement, en profitant des contradictions internes de l'impérialisme français (comme le putsh des généraux d'Alger le 25 avril 1961). Le 5 juillet 61, une journée nationale de manifestations lancée par le FLN, est suivie massivement dans toute l'Algérie. Le 17 octobre, des dizaines de milliers d'algériens manifestent à Paris.

Cette fois-ci, l'impérialisme français est obligé d'accepter un compromis qui accorde l'indépendance : les accords d'Evian sont signés en mars 62, et le 5 juillet 1962, l'indépendance de l'Algérie est proclamée.

APRES L'INDEPENDANCE

En 1972, 10 ans après l'indépendance, de nombreuses questions se posent : De toute évidence l'indépendance de l'Algérie a affaibli l'impérialisme français. Les coups portés par le FLN de 54 à 62 ont suffisamment aggravé la crise de l'impérialisme français pour le décider à transformer son système de domination coloniale en un système de néo-colonies pour toute l'Afrique. Si dans de telles néo-colonies, l'exploitation des masses n'a pratiquement pas varié, cette transformation traduit néanmoins un affaiblissement de l'impérialisme français qui doit souvent laisser pénétrer les impérialistes rivaux dans ses anciennes chasses gardées. En ce sens la conclusion de la lutte de libération du peuple algérien est une victoire.

Mais pour le peuple algérien, 8 années de lutte armé, plus d'1 million de combattants assassinés, cela a-t-il abouti à une société socialiste ? De toute évidence non. Ce n'est pas le prolétariat qui a le pouvoir en algérie : le chômage massif qui sévit en Algérie, l'immigration vers l'Europe de centaines de milliers de travailleurs algériens chassés de chez eux par ce chômage, mais dont le salaire permet de rapporter au gouvernement algérien des réserves de devises, l'orientation quasi exclusive de l'industrie, non pas au service de l'agriculture mais au service de l'extraction et de la transformation du pétrole, les tractations du gouvernement algérien avec les impérialistes pour faire exploiter par le plus offrant les richesses nationales du pays, les terres non redistribuées aux paysans pauvres plus de 10 ans après l'indépendance, tout cela prouve que le pouvoir politique n'est pas aux mains du prolétariat mais aux mains d'une bourgeoisie qui opprime le peuple. Ce résultat est la conséquence directe de l'absence de direction prolétarienne sur la lutte de libération du peuple algérien.

Au-delà de ces constatations, nous ne sommes pas capables de porter une appréciation plus précise. Cette analyse aujourd'hui doit être entreprise et c'est avant tout avec les travailleurs algériens qui aujourd'hui se font exploiter en France, qu'elle doit être menée. Parler en général de l'absence de direction du prolétariat pendant la lutte, n'avancera pas ces travailleurs à grand-chose si on n'examine pas avec eux l'histoire de la lutte entre les 2 voies qui a traversé le FLN. De même affirmer en général que le prolétariat n'a pas le pouvoir en Algérie, ne les avancera pas non plus, si on n'est pas capable de préciser qui exerce le pouvoir en Algérie, par quels moyens, quels sont ses liens et ses contradictions avec l'impérialisme français et les autres impérialismes.

un ouvrier, ancien soldat du contingent, témoigne

Certains "progressistes", auxquels se joignent volontiers les révisionnistes, sont capables de dénoncer un certain nombre d'atrocités commises en Algérie, mais ils les attribuent uniquement à des éléments fascistes (Massu, etc...). Ils masquent ainsi la réalité barbare ,de l'impérialisme qui forme des milliers de criminels : les crevures de l'armée, les colons et a été capable d'embrigader aussi, dans ces crimes, une large part du contingent.

Le témoignage d'un ouvrier, aujourd'hui marxiste-léniniste, est éloquent à cet égard.

J'ai fait une partie de mon service militaire en Algérie. Je puis vous affirmer que j'ai été témoin de tortures sur des prisonniers du FLN, enfin si l'on peut dire, car la plupart du temps ce n'était que de simples "suspects" qui avaient eu le malheur de se trouver là par hasard. Lors des interrogatoires, tous les moyens étaient bons pour essayer de faire parler, depuis la dynamo que l'on branche et qui envoie des décharges aux sympathisants présumés du FLN, jusqu'au passage à tabac en règle, en passant par un tas de supplices, tels que faire avaler plusieurs litres d'eau à l'aide d'un entonnoir et taper ensuite dans l'estomac à coups de poings. Une fois j'ai vu plusieurs de ces "suspects" rester au moins 8 jours attachés sans manger, les liens étant tellement serrés que cela leur avait fait enfler les mains et les pieds. Un jour l'un d'eux a été oublié (je ne sais commens ?) dans un silo à grains, les soldats l'ont découvert un certain temps après qui commençait à entrer en décomposition ; il était sans doute mort de faim ou de soif. La plupart de ces prisonniers étaient exécutés : lors d'une patrouille de nuit, il se trouvait toujours bien un salaud de gradé pour les assassiner. J'ai vu aussi des viols, bien souvent sur des gamines apeurées (la mitraillette sous le nez). Cela m'a marqué, mais à l'époque, avec le bourrage de crâne, j'ai pris cela pas du tout comme si c'était maintenant.

Une fois lors d'une opération nous avons avec des copains découvert, dans une ancienne ferme, une salle qui nous a paru bien étrange, cela ressemblait à une salle de tortures. Et maintenant lorsque j'y pense, je suis de plus en plus persuadé que dans les coins isolés du bled, les colons devaient faire leur loi.

Lorsque je suis arrivé en Algérie en 1958, l'armée préparait le référendum, et je vous prie de croire que rien n'a été laissé au hasard, pour assurer la victoire du "oui" ; à tel point que pour faire voter les Algériens, nous allions les chercher dans les coins les plus isolés, et ils prenaient le bulletin qu'on leur tendait pour le glisser dans l'urne sous la menace des mitraillettes. C'était cela, les "oui à 95%"... Voilà sûrement ce que la bourgeoisie appelle "démocratie".

Ma conclusion sur tout cela c'est que je regrette de n'avoir pas eu à l'époque une formation politique marxiste-léniniste, car j'aurais mieux compris le mal qui a été fait à ce peuple qui a été exploité pendant si longtemps, j'aurais refusé de servir de bourreau, j'aurais rejoint en tant qu'ouvrier, les rangs de mes frères de combat.

Signé : un O.S. qui approuve la juste lutte des révolutionnaires algériens face aux agresseurs français.

les criminels de la guerre d'algérie sont toujours au pouvoir

Les principaux auteurs des crimes impérialistes contre le peuple algérien, le prolétariat algérien les a tous retrouvés en France. La bourgeoisie leur a donné des postes dans l'appareil d'état, elle les utilise en sous-main, elle leur donne largement la parole.

La bourgeoisie française peut bien par moment sembler s'affusquer des crimes nazis de Nixon au Vietnam. Elle s'est pourtant donné une armée de répression coloniale qui n'a rien à envier à celle de Nixon. Après plusieurs années en Indochine, c'est une armée parfaitement entraînée qui a réprimé la lutte de libération du peuple algérien : 500.000 hommes avec le contingent, soit autant que l'armée US à son effectif maximum au Vietnam...

Les méthodes de l'armée française en Algérie ont servi d'exemple aux GI'S au Vietnam. Au moindre soupçon de lien d'un village avec le FLN, tout le village devient suspect : des milliers de villages ont été ainsi brûlés, pillés, les hommes assassinés, les femmes violées. Des villages entiers sont déportés dans des camps appelés "camps de regroupement" véritables camps de concentration où règnent la misère et la maladie. Il en existait des dizaines en Algérie jusqu'à la plus proche banlieue d'Alger. Au Vietnam, les "hameaux stratégiques" de Johnson-Nixon sont une copie de ces camps !

Le ministre de l'intérieur responsable dès 1954 de ce plan criminel d'extermination de masse nous est connu : il s'appelait François Mitterand !

— Les principaux postes de responsabilité au sein même de l'appareil d'état, que ce soit à la tête de la police, ou à la tête des préfectures, ont été attribués d'office à des individus qui avaient fait leurs preuves dans la répression fasciste du peuple algérien. Ainsi LENOIR, préfet de police, pour n'en citer qu'un, était adjoint du cabinet Lacoste. Par ailleurs, la police fournille de racistes pieds-noirs, qui, eux aussi, se sont exercés contre le peuple algérien et dont beaucoup, vu leurs états de service, ont été embauchés sans difficulté dans les services de Marcellin et ont grossi les rangs des massacreurs du 17 octobre 1961 et de Charonne.

— Au lendemain de mai 68, alors que le prolétariat de France, prolétariat immigré y compris, et souvent au premier plan de la lutte, avait montré sa volonté de combat contre le système capitaliste, la bourgeoisie a délégué De Gaulle pour mettre au point avec Massu, l'intervention éventuelle de l'armée et remettre à l'honneur les criminels de guerre de l'OAS qui avaient été temporairement mis à l'écart. Ainsi, les Salan, Jouhaux, Soustelle ont retrouvé leur place.

— Toute la vermine fasciste, anciens vichyssois, nostalgiques de l'OAS se retrouvent pour agir ouvertement dans les groupes nazis tels que Ordre Nouveau ou les groupes para-militaires de l'UDR (SAC, CDR). Ceccaldi Reynaud, commissaire de police, responsable du "centre de tri" de Beni Messous où 4000 algériens ont péri sous la torture (cf. Courrière) a pu ainsi intriguer en toute tranquillité pour obtenir la mairie de Puteaux et y organiser sous sa coupe des milices armées chargées de ratonnades.

La bourgeoisie a ainsi à sa disposition tous les instruments nécessaires à la propagation du racisme et entre autres, toute une armada qui montre l'exemple. Ses flics qui ratonnent tous les soirs jusqu'à organiser des attaques tascistes style commando contre les foyers de travailleurs immigrés (Bagneux, Noisy). Ses hommes de main SAC, CDR, CFT, qui essayent de faire régner la terreur dans les usines (CFT à Citroën). Ses porte-parole tel Soustelle à Lyon, qui a retrouvé comme il l'avait laissé son réseau de fascistes et de truands bien entraînés à "la chasse à l'arabe". Sa feuille nazie "Minute" qui lance régulièrement ses appels au meurtre.

Quand le peuple algérien porte des coups à l'impérialisme français, tout cet appareil se déchaîne. De la répression quotidienne la bourgeoisie passe à la répression sanglante et massive :

— en mai 68, les manifestations sont prétextes à des ratonnades monstres dans des quartiers d'immigrés. De nombreux ouvriers algériens sont expulsés en moins de 48 heures.

Le prolétariat algérien immigré en France a joué un rôle très important dans la guerre de libération : en fournissant des cadres et des combattants à la lutte sur le terrain, en fournissant un soutien financier très important, en organisant dans la métropole des actions contre l'ennemi impérialiste. C'est bien ce qu'a compris la bourgeoisie française, dès que la guerre a été portée au sein même de la métropole. Elle cherche à stopper par tous les moyens le déroulement de la lutte dans la métropole. La répression de masse atteint son point culminant en octobre 61, exemple particulièrement clair des crimes que la bourgeoisie est prête à commettre quand son pouvoir est visé. Le 17 octobre 61, le FLN lance un mot d'ordre de manifestation contre le couvre-feu. Dès le matin, la police organise des rafles : 200 arrestations. Malgré cela, l'après-midi, 30.000 algériens, hommes et femmes, manifestent dans les rues de Paris. La répression est sanglante. 21.600 arrestations ; 1.500 expulsions, plus de 100 morts recensés par les sources bourgeoises, des milliers de disparus. Les ratonnades durent plusieurs jours. Plusieurs jours après, on retrouve des cadavres, noyés dans la Seine...

Sans doute les méthodes des civils étaient trop artisanales. Dès 1957, l'armée prend la direction de la "guerre totale", sous le commandement du criminel de guerre, Massu-La-Torture. Alors que la propagande officielle présente le FLN comme une poignée de terroristes issus du milieu, Massu, pour démanteler la puissante organisation du FLN dans la Casbah d'Alger, part du principe suivant : le FLN a le soutien de la population de la ville, donc, tout algérien sait quelque chose sur le FLN, donc, en torturant à mort chaque algérien, on doit obtenir des renseignements sur le FLN !

Commence alors une gigantesque opération d'extermination systématique et "scientifique". 24.000 algériens sont assignés à résidence, dans le seul mois de février 57, 4.000 sont portés disparus après torture. Plus question de lois, il s'agit d'obtenir des renseignements et de liquider. Des villas de la banlieue d'Alger sont transformées en salles de torture : étouffement par l'eau, arrachage des ongles, brûlures sur les parties sexuelles, passage à l'électricité une fois attaché sur une planche mouillée, viols avec des bouteilles au goulot cassé. De sinistres camions transportent au soir les corps mutilés vers des charniers dans la banlieue d'Alger.

— en février 71, lorsque le peuple algérien tient tête à l'impérialisme français pour se rendre maître de ses richesses pétrolières, la bourgeoisie lance ses troupes dans une vaste entreprise de ratonnades qui rappellent les années 60, les crimes de la Goutte d'Or et ailleurs. Des dizaines de travailleurs algériens sont frappés, agressés, assassinés à Lyon, dans la banlieue parisienne, à Toulouse par les paras, à Aix-en-Provence par Ordre Nouveau (voir F.R. 5).

— au cours de l'année 72, les fascistes ont utilisé fréquemment le racisme pour rassembler des ouvriers dans des syndicats jaunes, des comités anti-grève, des comités de défense de liberté du travail, et agressé les piquets de grève dans les usines ou les immigrés sont entrés en lutte (Penarroya, Girosteel, Davum, Maillard et Duclos).

Ce terrorisme qui réapparaît massivement chaque fois que le peuple algérien rentre en révolte, la bourgeoisie française le combine habilement avec le racisme. Dresser contre les exploités algériens les exploités français est une des tactiques qu'elle emploie de manière privilégiée, et elle reçoit pour cela le ferme appui des révisionnistes du P"C"F. Associer des ouvriers français à ces opérations de ratonnades, leur faire croire que les immigrés sont la cause du chômage, développer leurs conceptions chauvines : voilà autant de moyens mis en œuvre pour détourner les prolétaires français de leur véritable ennemi, la bourgeoisie impérialiste française.

Mais l'appareil de violence façonné par la bourgeoisie dans ses guerres coloniales est prêt à réprimer dans le sang toute révolte de prolétaires qui mettront en danger son pouvoir. C'est pourquoi les prolétaires de France : français, immigrés d'Algérie ou d'autres pays, doivent s'unir pour abattre par le fusil cet appareil de violence, seul moyen de prendre le pouvoir.

l'impérialisme français faux ami des peuples arabes

L'impérialisme français s'efforce de passer pour ami des peuples arabes, et pourtant... il ne faut pas remonter bien loin dans l'histoire pour trouver des crimes sanglants de l'impérialisme français. Dès avant la guerre de 40, en plus de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, plusieurs pays du Moyen-Orient étaient sous sa domination, et il a fallu une violente insurrection révolutionnaire du peuple syrien pour chasser les troupes françaises en 1945. En 1956, Nasser en nationalisant le canal de Suez, récupère les biens du peuple égyptien : la France, avec la Grande-Bretagne et Israël monte une invasion militaire de l'Egypte pour tenter de conserver la main-mise sur le canal. En 1965, le leader anti-impérialiste marocain Ben Barka est assassiné par la police française. Après huit ans de lutte armée, et la victoire du peuple algérien, l'impérialisme français est contraint de prendre un nouveau visage pour masquer ses visées de domination et d'exploitation des peuples arabes.

ENNEMI DES PEUPLES ARABES

Traditionnellement l'impérialisme français considère la Méditerranée comme une mer française, nœud stratégique vers l'Afrique et le Moyen-Orient. Tenir la plaque tournante méditerranéenne, c'est aussi l'avis des deux super-puissances, l'impérialisme américain et le social impérialisme. C'est à celui des deux qui y aura la plus grosse flotte et y installera le plus de bases ; c'est aussi en Méditerranée qu'ont eu lieu les grandes manœuvres "juin 71" de la flotte française. Face aux 2 super-puissances, l'impérialisme français veut se faire passer pour le défenseur de l'indépendance des peuples méditerranéens, et plus particulièrement des peuples arabes. Ceci est la façade, mais la réalité c'est que l'impérialisme français, comme ses 2 complices, ne peut maintenir sa domination, qu'en combattant les peuples méditerranéens, les peuples arabes et leur lutte de libération nationale.

Ainsi, la France veut se présenter comme ami des peuples arabes contre Israël. En réalité, elle a toujours été dans le camp des ennemis du peuple palestinien. Dès la guerre des 6 jours la bourgeoisie française unanime avait choisi son camp, celui du sionisme. Et, en 1967, parmi la presse française unanimement sioniste, une seule voix, celle de "l'humanité nouvelle" (organe du PCMLF), s'est élevée pour soutenir le peuple palestinien.

Quant à "l'embargo" sur les armes à destination d'Israël (décidé après la guerre d'agression d'Israël en 67) qui était présenté comme une décision "pro-arabe", qu'en a-t-il été ? Le 8 janvier 69, le ministre de l'information déclarait : *"la France prend la décision de cesser la livraison des mirages, car ces armes sont le symbole de l'offensive et leur rôle a été très important dans la guerre. Mais c'est la seule décision car nous continuerons à fournir des pièces de rechange et d'autre matériel, notamment des hélicoptères".* La comédie montée de concert entre les sionistes de Tel-Aviv et les états majors de Debré pour que les 5 vedettes stationnées à Cherbourg puissent être acheminées en Israël, sans que l'embargo soit ouvertement violé, révèle clairement la nature de cet embargo. Tout ce matériel a été utilisé contre les fedayins.

La nature véritable de la politique française au Moyen-Orient s'exprime dans son soutien à la résolution du 22 novembre 67 de l'ONU et au mémorandum soviétique pour un contrôle des 4 "grands", 2 coups de poignard dans le dos du peuple palestinien. La soi-disant amitié de l'impérialisme français n'est qu'un élément du vaste plan des puissances impérialistes contre le peuple palestinien, pour lui imposer le vol de sa terre par Israël.

EXPLOITEUR DE LEURS RICHESSES

Derrière de belles paroles se cache donc un ennemi des peuples arabes, l'impérialisme français, dont l'appétit pour leurs richesses est féroce.

C'est l'impérialisme français qui arrache 3,5 millions de travailleurs immigrés (pour la plupart algériens, tunisiens, ou marocains) à leur famille et à leur pays, pour les faire exploiter jusqu'à l'extrême limite, et une fois usés, les renvoyer comme des chiens, mourir dans leur pays. C'est l'impérialisme français le 3e exportateur d'armes du monde, qui réalise d'importants profits en vendant à de nombreuses nations arabes des mirages, des armements anti-aériens.

C'est l'impérialisme français qui multiplie les chaînes de montage de véhicules au Maroc, en Algérie, en Turquie... où des collections de pièces détachées vendues au prix fort par Berliet ou Renault sont montées avec une main-d'œuvre à bon marché.

C'est Lipkowski, le commis voyageur de l'impérialisme français qui avoue l'intérêt qu'il porte aux pays arabes : *"c'est une éponge imbibée de pétrole qui est appelée à un développement fabuleux"* (interview à "France-pays arabes" juin 72). En effet, en 71, 81% du pétrole français venait des pays arabes. Rapatrier les capitaux qui ont servi à payer ce pétrole est un souci important de l'impérialisme français et Lipkowski, toujours lui, nous dévoile toutes les ficelles : *"les capitaux locaux disponibles qui cherchent à s'investir en France ou sur le marché européen sont énormes... Alors, je ne vois pas pourquoi nos banquiers ne créeraient pas des sortes de sociétés d'investissement en France, qui draineraient vers le marché français des disponibilités en quête de placement durable dans nos entreprises, pour l'équipement industriel de nos pays".* (ibid.). C'est effectivement le rôle dévolu à la florissante union des banques arabes et françaises (UBAF).

DANS LE JEU DES 2 SUPER-PUISSANCES

En même temps que l'impérialisme français agit en collusion avec les 2 superpuissances contre les peuples arabes, il sait très bien tirer parti de la volonté d'indépendance de ces peuples à l'égard des 2 "grands" pour placer ses propres pions. Derrière le thème *"d'indépendance nationale des peuples méditerranéens"* agité par l'impérialisme français, il cherche à se faufiler entre les 2 superpuissances pour essayer de prendre leur place. Et ceci avec la plus grande souplesse tactique.

En Irak, par exemple, la domination de l'impérialisme US est remise en cause par la bourgeoisie nationale : c'est la nationalisation de l'exploitation du pétrole et la rupture des concessions accordées au cartel des compagnies pétrolières anglo-US. L'impérialisme français, comme le social-impérialisme soviétique a accepté de signer des accords avec les nouvelles compagnies nationalisées, et il ne s'en tire pas si mal, puisque Ortoli déclarait le 27 juin à Europe nº 1 que la CFP achetait aujourd'hui du pétrole aux mêmes conditions qu'avant les nationalisations.

Dans d'autres pays, où l'impérialisme US reste encore puissant, l'impérialisme français s'infiltre dans son ombre. C'est le cas de la Turquie, pays méditerranéen, non arabe. On connaît l'aide apportée par Pompidou (armes, instruction des forces de répression...) à la clique US fasciste turque, contre l'envoi en France de travailleurs immigrés turcs.

Les crimes de l'impérialisme français n'auront qu'un temps. Le fusil à la main, le peuple algérien lui a déjà infligé des coups très durs. Les peuples arabes sauront oter le masque de l'impérialisme français, combattre l'impérialisme, gagner et préserver leur indépendance.

LA POLITIQUE DE TRAHISON DU P"C"F : ACTIF SOUTIEN DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

L'histoire de la lutte du peuple algérien, l'histoire de la lutte des classes en France durant les 50 dernières années, illustre les crimes monstrueux auxquels mène la trahison du marxisme-léninisme, la politique révisionniste.

Quand le parti communiste est créé en France en 1920, il s'engage à suivre les enseignements de Lénine et notamment à unir, en un seul combat pour abattre l'impérialisme français, la lutte de la classe ouvrière, en métropole, pour la révolution prolétarienne armée, et la lutte des peuples dominés, colonisés, pour leur libération nationale. Il s'engage à matérialiser dans toute son activité la 8e condition d'adhésion à l'Internationale Communiste.

Huitième condition d'admission des partis Communistes dans l'Internationale Communiste:

Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette.

Tout Parti appartenant à la 3e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les "prouesses" de ses impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais en fait tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

Mais le jeune parti communiste se constitue à partir du vieux parti socialiste (SFIO) profondément pourri par le colonialisme, le chauvinisme. Il se constitue au sein d'une métropole impérialiste où la bourgeoisie dispose de puissants moyens pour corrompre, acheter des couches de la classe ouvrière, pour lui inculquer des idées chauvines, colonialistes, racistes.

Dans les premières années du parti, la lutte contre la vieille attitude colonialiste sera menée, quoique de façon intermittente et inégale. C'est vers le parti que se tourneront beaucoup de patriotes et les révolutionnaires des pays colonisés. La première organisation de patriotes algériens à base populaire, "l'Etoile Nord Africaine" qui naît en France, vers 1924, entretient des relations étroites avec le parti.

Mais dès 1929, commence le divorce entre le mouvement des patriotes algériens qui envisagent de plus en plus clairement comme but l'indépendance, d'une part, et le parti qui, lui, abandonne progressivement cet objectif à son 7e congrès. Le parti en 1932 recommandait de former des syndicats d'ouvriers coloniaux *"base pour le recrutement dans les syndicats"* et *"moyen pour élever la conscience de classe chez les ouvriers coloniaux"*. Mais en soulignant qu'ils ne devaient surtout pas *"se transformer en organisations nationalistes"*. Dès 1933, la "Glorieuse Etoile Nord-Africaine" réclame clairement dans son programme l'indépendance totale de l'Algérie.

Les années du Front Populaire (1935-1937) creusent encore davantage le fossé. Le PCF (qui transforme en 1935 la section algérienne en PCA) s'engage plus avant dans l'opportunisme et s'allie à la SFIO pourrie pour prôner ouvertement une politique d'assimilation (le projet de loi Blum-Violette).Le Parti Populaire Algérien (issu de "l'Etoile Nord-Africaine") s'oppose fermement au projet. Dès lors la rupture est définitive entre les patriotes algériens et le parti gangréné par le chauvinisme : le parti communiste algérien dès ce moment n'hésite pas à traiter le PPA de fasciste et d'allié des colons !

Thorez en personne se charge, en 1939, de consacrer irréversiblement le chauvinisme du PCF (et du PCA) vis-à-vis du peuple algérien : *"il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République Française"*. Thorez se fait donc désormais le défenseur du colonialisme !

1. la nation algérienne "se constitue", donc ne peut, ne doit pas aspirer à l'indépendance !

2. seule l'oppression coloniale française peut "l'aider" à devenir indépendante !

A la libération, la ligne révisionniste de trahison s'impose à l'ensemble du parti, dans tous les domaines : Thorez refuse ouvertement la voie de la révolution prolétarienne armée et propose *"le passage pacifique au socialisme"*.

D'une part en métropole, le P"C"F a presque aussitôt désarmé la classe ouvrière (qui sortait de la résistance avec des détachements armés), pour appeler *"à retrousser les manches"* c'est-à-dire à se faire exploiter pour redresser l'impérialisme français.

D'autre part le P"C"F prêche aux peuples colonisés *"l'Union Française comme une union libre de peuples libres"*. Or l'Union Française c'est tout simplement la consolidation de l'empire colonial ébranlé.

Désormais le P"C"F qui, de 44 à 47, collabore activement, au gouvernement, avec la bourgeoisie au redressement de l'impérialisme français s'oppose sans vergogne aux mouvements de libération nationale.

Lors de l'insurrection algérienne de Sétif le 8 mai 45 (voir FR nº 24), le P"C"F et le P"C"A appèleront et approuveront les troupes coloniales et les colons français qui massacreront 45 000 Algériens en quelques jours. *"La répression des actes criminels qui ont été commis est inéluctable et nécessaire"* (Alger Républicain, quotidien du P"C"A nº 158). Il calomnie ignoblement les patriotes algériens, les traitant d'"agents hitlériens", tout simplement !

En quelques années, le Parti, dominé par le révisionnisme se transforme en un parti contre-révolutionnaire. De 1954 à 1962, le P"C"F soutient la bourgeoisie française et l'aide à poursuivre et à intensifier la guerre coloniale contre le peuple algérien.

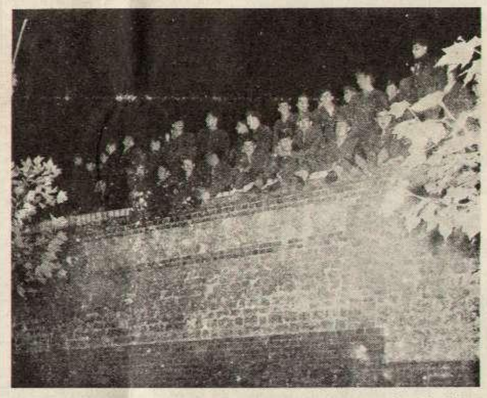
2 attitudes diamètralement opposées face à la lutte du peuple algérien.

Parlant de la guerre de libération nationale du peuple algérien, Kroutchev la considérait comme... *"une affaire intérieure française"*. Le 3 octobre 55, il déclarait : *"Je considère que l'Union soviétique ne doit pas intervenir dans les affaires intérieures des autres pays"*. Le 19 mars 1958, dans une interview au Figaro, il proclamait : *"nous ne désirons pas que la France s'affaiblisse, nous désirons qu'elle devienne plus grande encore"*. Il n'était donc pas question pour lui d'aider le FLN, encore moins de reconnaître le GPRA.

Au même moment, en 1958, les dirigeants du FLN tissaient des liens étroits avec la République populaire de Chine. En mai 1960, une délégation politique du FLN part vers les pays de l'Est pour solliciter leur aide et leur appui politique. La délégation est reçue à la sauvette par un diplomate de second rang. Elle est logée à l'écart de Moscou, comme si les dirigeants du Kremlin avaient honte d'elle. Ni Gromiko, ni Krouttchev ne la reçoivent. Par contre, on leur offre du caviar et des visites touristiques. Aux membres de la délégation qui protestent en demandant des discussions politiques, la reconnaissance du GPRA par le gouvernement d'URSS, leur interlocuteur répète les paroles de Kroutchev : il faut par tous les moyens s'attirer les bonnes grâces des impérialistes français.

Par contre, à Pékin, l'accueil est chaleureux. Défilé d'un million de personnes sur la place TIEN AN MEN, où flotte le drapeau algérien et où est joué l'hymne algérien de la révolution. Après des discussions avec Chen Yi et Chou en Lai, la délégation est reçue par Mao Tsé Toung le 17 mai. Il leur annonce que la Chine Rouge va lever verser une aide comparable à celle des 2 milliards accordés en 58. En plus d'armes et de ravitaillement acheminés vers les dépôts du FLN en Tunisie, le gouvernement Chinois apportait en une seule fois, plus que tous les gouvernements arabes en un an et ceci sans contre-partie ni conditions. Le gouvernement du Kremlin, lui, attendit que l'impérialisme français soit forcé d'admettre l'indépendance algérienne pour reconnaitre précipitamment l'Algérie indépendante. La direction traitre du parti de l'Union soviétique a même eu l'audace de prétendre que la victoire payée par le peuple algérien au prix de son sang, était à porter au crédit de sa politique de co-existence pacifique !

Dès cette époque, la situation a commencé à se clarifier aux yeux des peuples du monde, entre les cliques des révisionnistes traitres qui s'opposaient aux guerres de libération nationales au nom de la coexistence pacifique avec l'impérialisme, et les gouvernements socialistes de la Chine et de l'Albanie fidèles à la conception léniniste de soutien à la lutte des peuples opprimés par l'impérialisme.



En 1956, les rappelés de la caserne de Richepanse refusent de se battre contre le peuple algérien

— C'est le P"C"F qui se charge, tout en prétendant la soutenir, de calomnier, de discréditer dans la classe ouvrière, en France, la lutte héroïque du peuple algérien.

— C'est le P"C"F qui se charge de désamorcer, de désorganiser, de paralyser tous les mouvements spontanés, en particulier dans la classe ouvrière, d'opposition à la guerre coloniale et de solidarité concrète avec le peuple algérien.

Lors du déclenchement, le 1er novembre 1954, des premières opérations militaires des patriotes algériens, après une semaine de réflexion,le P"C"F les désavoue clairement et les calomnie : *"le PCF... ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux."*

Le P"C"F, chien de garde de la bourgeoisie, se dresse, dès juillet 55, contre les ouvriers algériens : *"Il appartient aux communistes de mettre en garde les travailleurs algériens en France sur le danger que représenterait pour nos intérêts communs toute action isolée ou aventuriste."*

En France,le P"C"F ne riposte pas à la répression fasciste de la police qui s'abat sur les travailleurs algériens (juillet 55) pas plus qu'il n'essaie de diriger et d'élever à un niveau supérieur les manifestations massives de rappelés, à Rouen et dans les gares parisiennes, qui refusent de partir en Algérie (sept. oct. 55) et plus tard celles du contingent (mai-juin 56).

C'est que le P"C"F résolument opposé à l'indépendance du peuple algérien. Tant que la bourgeoisie se croira en mesure de mater la lutte du peuple algérien, le P"C"F prêchera une *"véritable Union française"*, des rapports nouveaux", c'est-à-dire le maintien sous une autre forme, de l'oppression coloniale. Tel était le sens de son mot d'ordre : *"Paix en Algérie ! Négociations !"*

S'abritant derrière ces mots d'ordre pacifistes, et au nom de "l'unité de la classe ouvrière",le P"C"F vote les "pouvoirs spéciaux" au criminel de guerre SFIO Mollet : fort de ce soutien, Mollet envoie directement et massivement le contingent en Algérie, intercepte l'avion de Ben Bella, agresse l'Egypte et donne carte blanche au tortionnaire Massu à Alger.

A partir du moment où la guerre coloniale paraît perdue et où la bourgeoisie charge De Gaulle de trouver l'issue la moins désavantageuse le P"C"F accorde, de fait, son soutien à De Gaulle. Thorez attendra que De Gaulle soit contraint de lancer l'idée d'"autodétermination", pour aussitôt emboîter le pas et réclamer une négociation immédiate sur la base de "autodétermination" (26 oct. 59) ou une "application loyale" de l'autodétermination (1er fév. 60).

Ce soutien de fait à De Gaulle sera justifié à chaque fois par *"la gravité du danger fasciste"*. Au nom du danger fasciste,le P"C"Fappelle, le 18 mai 58, l'armée française qui massacre le peuple algérien, non pas à se mutiner contre les généraux fascistes et à briser le putsch gaulliste mais au contraire à *"rester dans le devoir, sous l'autorité du gouvernement de la République"*, et de crier : *"Vive l'armée française, armée de la Nation et de la République !"*

Durant la guerre coloniale, le P"C"F ne mobilisera réellement les masses qu'il influencait que pour soutenir De Gaulle contre les fractions de la bourgeoisie qui s'opposaient à sa politique : lors des deux putschs militaires, le 1er février 60 et le 24 avril 61 et contre les attentats de l'OAS en France, le 8 février 62.

Mais,jusqu'au bout, le P"C"Fs'opposera à tout mouvement de solidarité, en métropole, condamnant en particulier les "divers intellectuels de gauche" qui aidaient le FLN en France et, de façon générale, le mouvement de la jeunesse étudiante contre la guerre coloniale,qui réclamait clairement l'indépendance.

Jusqu'au bout le P"C"F s'efforcera *d'isoler* les travailleurs algériens. Quand la Fédération de France du FLN, fin 1958 s'attaqua courageusement à des dépôts de carburant et à des objectifs militaires en métropole même, pour affaiblir le potentiel de l'impérialisme français, Thorez protesta aussitôt violemment : *"les méthodes employées par le FLN en France, n'ont pas servi, il faut le dire très nettement, la juste cause du peuple algérien"* (4 octobre 58). Et après le massacre en plein Paris par la police, à la mitraillette, le 17 octobre 61, des grandes manifestations algériennes, le P"C"F se garda bien d'appeler à la solidarité active de la classe ouvrière.

A présent le P"C"F tripote les textes, ment effrontément pour prouver que, dès 54, il aurait réclamé l'indépendance de l'Algérie, pour faire croire qu'il aurait organisé la résistance de masse du contingent. Ce sont des mensonges et ils n'arriveront pas à cacher leurs crimes.

Crimes contre le peuple algérien : en ne proposant pas dès le début à la classe ouvrière en France le mot d'ordre clair : "Algérie indépendante", le P"C"F a paralysé l'action de la classe ouvrière, il a permis à la bourgeoisie française d'avoir les mains libres pour prolonger et intensifier le massacre du peuple algérien. En n'organisant aucun travail parmi les soldats du contingent pour qu'ils se révoltent, qu'ils retournent leurs fusils contre les officiers français, qu'ils fraternisent avec les patriotes algériens et rejoignent leurs rangs, le P"C"F a permis à la bourgeoisie de transformer des milliers de jeunes ouvriers et paysans en chair à canon, en massacreurs et tortionnaires du peuple algérien.

Crime aussi contre le prolétariat de France : en s'efforçant de briser toute solidarité avec le peuple algérien en lutte, il a empêché le prolétariat en France, de coordonner ses coups avec le peuple algérien pour abattre l'impérialisme français. En s'efforçant d'isoler au maximum, en métropole même, les ouvriers algériens des ouvriers français, il a dévoyé, divisé le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière.

Ces traîtres, aujourd'hui qu'ils se croient en mesure d'obtenir la gestion directe de l'impérialisme français, poursuivent de plus belle leur besogne : pour eux pas question d'indépendance pour les peuples colonisés (DOM TOM). Il faut renforcer la "coopération" avec les anciennes colonies c'est-à-dire renforcer leur exploitation ! Et, tout en prenant un visage hypocrite de curé apitoyé, ils continuent à entretenir la division de la classe ouvrière, à propager le chauvinisme et le racisme dans la classe ouvrière réclamant à grands cris *"le contrôle de l'immigration"* et attaquant furieusement les ouvriers immigrés qui entrent en lutte contre le capital.

Mais ils n'ont pu empêcher que se tissent des liens de solidarité entre prolétaires français et immigrés. Ils n'ont pu empêcher que, dès 1963 se dressent contre eux des communistes, que se crée et s'édifie en France le parti communiste marxiste-léniniste : le prolétariat de France, de toutes nationalités, fera la révolution et balaiera ces traîtres.

colonisation: destruction de l'économie et de la culture algériennes

AVANT LA CONQUETE COLONIALE FRANCAISE, L'ALGERIE ETAIT UN ETAT INDEPENDANT POSSEDANT UNE ECONOMIE PROSPERE

— Une agriculture riche

Les paysans algériens étaient passés maîtres dans l'art d'irriguer les terres : des barrages et des "tours d'eau" stockent l'eau ; des canalisations souterraines et des canaux amènent l'eau vers les champs.

La production agricole est ainsi abondante et variée : céréales, fruits, légumes, troupeaux de bovins. La plaine de la Mitidja si souvent décrite comme un marais plein de moustiques était une riche région agricole : **"dans plusieurs fermes de cette plaine, nous avons trouvé de superbes vergers d'orangers. Cette plaine nourrissait Alger et 150.000 paysans"** *écrivait un historien français vers 1830. Une grande part de cette production est commercialisée, même en période de crise, grâce à une flotte marchande active. L'Algérie vendait ainsi, entre autres, des céréales à la France, aux USA, des fruits à l'Angleterre.*

— Des villes actives.

L'eau était acheminée par des aqueducs. Les maisons avaient le tout à l'égoût. Des petites industries transformaient le cuir, le fer, le textile, le bois. Les chantiers navals étaient actifs.

— Une vie culturelle.

90% des enfants allaient dans des écoles où l'enseignement (basé sur la lecture du Coran) leur donnait des rudiments d'écriture et de calcul (une école par village). Des universités existaient dans quelques grandes villes : Alger, Constantine, Tlemcen, Mazouna.

LA COLONISATION C'EST LA DESTRUCTION DE L'ETAT ALGERIEN, DE SON ECONOMIE, DE SA CULTURE

— Le but des colonisateurs de 1830.

Laissons parler J. Ferry, ministre "républicain" : **"le seul critère à appliquer à cette entreprise coloniale, c'est son degré d'utilité, c'est la somme d'avantages et de profits devant en découler pour la métropole. Nous avons fait et nous entendons conserver en le développant, un empire colonial, pour assurer l'avenir de notre pays, pour réserver un débouché à nos marchandises et y trouver des matières premières à nos industries".**

— Colonisation : destruction de l'économie nationale.

• destruction du système agricole.

Les colonialistes veulent constituer de grandes propriétés, implanter des cultures industrielles, pour l'exportation. Il s'agit de produire non pour nourrir la population, mais pour avoir le maximum de produits.

Ils exproprient des milliers de paysans : 1875, la loi Varnier donne le droit aux colons de s'emparer de l'ensemble des terres melk (c'est-à-dire cultivées de manière communautaire), sous prétexte que leur agriculture est plus rentable !

Ils détruisent les cultures et le système d'irrigation. Ils se servent des arbres fruitiers comme bois de chauffage. Ils plantent massivement pour leur propre profit la vigne, alors que par tradition les arabes ne boivent pas d'alcool.

• pillage des ressources naturelles.

Les meilleures forêts sont exploitées intensivement sans reboisement. D'immenses terres sont ainsi livrées à l'érosion, donc à la destruction.

Les produits miniers,et plus tard le pétrole, sont envoyés directement en métropole, aucune industrie de transformation n'est installée sur place. Les fameuses routes, dont se sont tant vantés les colonialistes, servent au transport vers les ports de ces richesses et en aucun cas à la mise en valeur du pays.

• conséquences.

Formation d'une grande masse de chômeurs algériens à la disposition du colonialisme.

Un prolétariat agricole est férocement exploité par les grands colons : en 1954, le salaire maximum pour une journée de travail de 12 heures est de 1 F ! Une autre partie des paysans algériens chassés de leurs terres est obligée d'émigrer vers les bagnes capitalistes de la métropole. Une autre partie enfin est férocement exploitée dans les mines et les ports d'Algérie.

— Colonisation : destruction de la culture nationale.

Le français est proclamé langue officielle : l'arabe est interdit, les écoles arabes fermées. Résultat : 90% d'illettrés au moment de l'indépendance. Les mosquées sont réquisitionnées et transformées en églises, exemple : la cathédrale d'Alger.

Le but des colonialistes est clair : détruire toute conscience nationale, maintenir le peuple algérien dans l'analphabétisme.

— Colonisation : un appareil administratif, militaire et policier, pour imposer l'ordre colonial au peuple algérien.

L'ordre colonial, c'est l'organisation systématique de la violence permanente. La vie des algériens est réglementée par"le code de l'indigénat", qui transforme les arabes en véritables esclaves sur lesquels les colons ont pratiquement droit de vie et de mort.

L'administration colonialiste organise la mascarade d'élections complètement truquées : 5 voix arabes = 1 voix française ; le jour du vote, les urnes sont bourrées avant l'ouverture ; l'armée surveille le vote des Algériens, mitrailllette au poing ; les candidats patriotes arabes sont arrêtés la veille...

LE PEUPLE ALGERIEN N'A CESSE DE LUTTER CONTRE L'OPPRESSION DU COLONIALISME FRANCAIS.

Pendant plus de 15 ans, le peuple algérien, sous la direction d'Abd-El-Kader, résista à la conquête coloniale. Les révoltes armées ne cessèrent pas par la suite. A chaque fois, la terreur colonialiste est impitoyable : **"il n'y a pas d'autre moyen pour soumettre ce peuple extraordinaire"** *déclarait le colonel Bugeaud colonialiste sanguinaire.*

L'impérialisme ne peut vaincre un peuple armé et organisé pour arracher son indépendance ; c'est ce qu'a montré le peuple algérien en 1962.

ouvriers français et immigrés

UNISSONS-NOUS POUR LA REVOLUTION EN FRANCE

L'impérialisme français outre qu'il exploite les prolétaires nés en France, et qu'il opprime les peuples des colonies et néo-colonies, fait venir en France pour les exploiter des centaines de milliers de prolétaires d'autres pays. Une grande partie de ces derniers proviennent des anciennes colonies de l'impérialisme français, et viennent travailler en France contraints par le taux de chômage très élevé créé dans leur pays dont l'économie nationale est détruite par les colonialistes. Non seulement l'impérialisme français a trouvé dans ces pays des matières premières pour ses usines, des placements pour ses capitaux, des débouchés pour sa production, mais encore il en importe de la main d'œuvre. Les capitalistes camouflent soigneusement l'effectif de cette armée de main d'œuvre importée, mais les chiffres du recensement de 68 fournissent des indications minima : 2 millions 600 000 immigrés sans compter ceux des soit-disant DOM TOM qui sont recensés comme français. Sur ces 2 600 000, plus d'1,5 million sont des travailleurs actifs. Ces ouvriers immigrés rejoignent les ouvriers français victimes des pires conditions de travail ; comme les jeunes, comme les ouvrières, comme les ouvriers issus de la campagne. Ils sont victimes de l'intensification du travail, et constituent avec eux l'armée des O.S. Les dernières luttes depuis mai 68 particulièrement celles du début de cette année ont prouvé que les prolétaires immigrés rentraient massivement aux côtés des prolétaires français dans la bataille contre le capital. A Davum (Fos), à Penarroya (Lyon), à Girosteel (Le Bourget), à Maillard et Duclos (Lyon), ils ont pris seuls l'offensive résolument.

De tout cela il découle que les prolétaires immigrés subissent la même exploitation, affrontent quotidiennement le même ennemi de classe que les prolétaires français. Ensemble ils forment une même classe ouvrière, la classe ouvrière de France. En ce sens ils ont le même intérêt que les ouvriers français à la Révolution prolétarienne en France. Mais au sein même de ceux qui se réclament de la révolution plusieurs idées erronées viennent obscurcir ce fait pourtant simple :

— *"cantonner les ouvriers immigrés à la tâche de préparer et mener la révolution dans leur pays, à la lutte de libération contre l'impérialisme"*. La base de cette conception c'est le manque de confiance dans la révolution de notre pays. Elle trouve son origine dans une compréhension erronée de l'articulation des contradictions du monde contemporain. Sous prétexte que la contradiction principale oppose les nations opprimées à l'impérialisme et au social-impérialisme, on croit que la révolution dans notre pays ne peut triompher qu'après que les peuples dominés par l'impérialisme français se soient libérés. Alors qu'au contraire l'aggravation de cette contradiction principale (nations opprimées/impérialisme et social-impérialisme), avec en tête les coups victorieux portés par les peuples d'Indochine à l'impérialisme US affaiblit tout le système impérialiste, et place ainsi les prolétaires des pays capitalistes comme la France dans une position favorable pour attaquer leur oppresseur direct, leur ennemi principal. Attendre que les pays opprimés soient libérés de l'oppression impérialiste témoigne d'une bien piètre compréhension de nos tâches d'internationalisme prolétarien, alors que les coups portés à l'impérialisme français par la prise en mains de la préparation de la révolution prolétarienne contribueront en retour à aider les nations opprimées à secouer le joug impérialiste.

— *limiter le prolétariat révolutionnaire aux seuls prolétaires immigrés"*. Sous prétexte que nous sommes dans une métropole impérialiste, on croit que tout le prolétariat de la métropole est corrompu par les surprofits coloniaux. Cela revient aussi à réduire les contradictions du monde contemporain à la seule contradiction nations opprimées/impérialisme, social-impérialisme : la contradiction bourgeoisie/prolétariat est simplement comprise comme l'image dans la métropole de cette contradiction et le prolétariat est ainsi réduit aux prolétaires immigrés... En fait, et d'autant plus dans la crise qui l'achemine vers son effondrement, l'impérialisme français exploite l'ensemble des prolétaires de France : les luttes acharnées qu'ils engagent contre la paupérisation absolue en témoignent, loin d'être soudoyé par les surprofits coloniaux, la masse des prolétaires français touche un salaire qui ne renouvelle pas la valeur de leur force de travail, seule une faible minorité d'ouvriers qui touchent des salaires bien au-dessus de la valeur de leur force de travail, qui exécutent souvent des tâches de surveillance à l'égard des autres ouvriers peuvent être classés dans l'aristocratie ouvrière, où ils rejoignent l'armada des appareils syndicaux.

— *"limiter les revendications des prolétaires immigrés à réclamer les libertés démocratiques et au combat contre le racisme"*, C'est l'attitude de la petite bourgeoisie qui se mobilise sur ces thèmes pour accompagner les luttes du prolétariat immigré. S'il est juste de lutter contre le racisme et de lutter contre toutes les tentatives du capitalisme pour supprimer les libertés qu'il a dû concéder, en aucun cas ces luttes ne doivent se mener en dehors de la dénonciation du système impérialiste, en aucun cas elles ne doivent se mener en dehors de la perspective de la révolution prolétarienne.

Toutes ces conceptions concourrent au même résultat : séparer le prolétariat français et immigré, les faire dévier de la tâche commune : conquérir le pouvoir politique. Ces conceptions doivent donc être combattues.

Mais outre cela, cette situation particulière du prolétariat en France fixe aux marxistes-léninistes des tâches bien précises que l'on ne peut dissocier :

1. organiser dans le parti du prolétariat les ouvriers avancés de toutes immigrations. On a vu les arguments avancés par ceux qui s'opposent à la participation du prolétariat immigré à la Révolution en France. Ces mêmes arguments servent aussi à empêcher l'organisation des marxistes-léninistes étrangers dans le parti du prolétariat. Une telle division n'a aucun fondement : le front qui oppose la bourgeoisie au prolétariat ne peut être divisé par nationalités. Et il exige d'être dirigé par un état major unique. Sur la base de l'exploitation qu'ils affrontent au moment où ils sont en France, sur la base des luttes qu'ils engagent contre cette exploitation, peut naître une conscience révolutionnaire chez les prolétaires immigrés à condition qu'ils soient guidés par le parti marxiste-léniniste qui systématiquement organise des révélations sur les rapports de classe en France, mobilise dans des actions les travailleurs contre l'ennemi de classe.

2. combattre le chauvinisme et le racisme dans la classe ouvrière française. Pour mieux exploiter les ouvriers immigrés et français la bourgeoisie s'efforce de les diviser en diffusant parmi les ouvriers français une idéologie raciste colportée non seulement par ses moyens habituels de propagande (journaux, radio, télé), mais aussi par la couche d'aristocrates ouvriers qu'elle a corrompue. Combattre le racisme et le chauvinisme ne peut se faire qu'en révélant aux prolétaires français les liens qui unissent à la bourgeoisie les aristocrates ouvriers et les révisionnistes qui défendent leurs intérêts, qu'en leur révélant la nature même de l'impérialisme sangsue à 2 ventouses.

Sans mener le travail concret d'explication dans ce domaine, on freine toute possibilité de tracer au prolétariat français la voie révolutionnaire, toute possibilité que s'organisent ensemble prolétaires français et immigrés pour la révolution.

3. En organisant des prolétaires d'autres pays dans le parti en France il ne s'agit nullement de nier les responsabilités et les tâches de ces camarades dans la lutte de libération de leur nation, ou dans la révolution de leur pays. Il ne s'agit pas non plus de faire croire que c'est au parti en France de régler la question de la révolution dans ces pays. On sait comment ces "thèses" ont été utilisées par le P"C"F pour trahir devant les peuples colonisés par l'impérialisme français le marxisme-léninisme, pour appuyer dans toutes ses démarches la puissance colonisatrice. Pour le parti marxiste-léniniste, il s'agit d'offrir aux immigrés du parti toutes les possibilités pour qu'ils puissent en retournant dans leur pays, contribuer efficacement à l'édification de leur parti, à l'accomplissement de leur révolution ; cela exige que déjà en France les immigrés marxistes-léninistes aient les possibilités de poser devant leur immigration les problèmes spécifiques qu'ils ont à résoudre. Cela exige aussi que le parti du prolétariat tisse avec les organisations, les partis marxistes-léninistes les mouvements de libération nationale de ces pays, des liens de solidarité combattante.

La participation active des prolétaires immigrés aux dernières luttes de la classe ouvrière, pose avec urgence le problème de comment progresser dans ces 3 tâches. Un obstacle freine aujourd'hui les marxistes-léninistes : se contentant de caractériser de manière générale l'oppression coloniale ou néo-coloniale dont sont victimes les pays de ces travailleurs, se contentant de rappeler de manière générale les principes marxistes-léninistes sur les luttes de libération nationale, la guerre populaire, la direction du parti, ils sont incapables d'éclairer les travailleurs immigrés sur les questions qu'ils se posent à partir des contradctions qu'ils affrontent en France et dans leur pays. La réponse précise à ces questions, ce n'est évidemment pas le parti du prolétariat en France seul, qui pourra la trancher. Mais, ce n'est certainement pas non plus en éludant ces problèmes, en refusant de les poser devant les immigrés, que les 1ers éléments de réponse pourront être apportés.

Les ouvriers immigrés de Girosteel à l'enterrement de P. Overney.

mohamed, prends ta valise et rapporte-nous des devises

pièce de kateb yacine

"Mohamed prends ta valise" c'est l'histoire de l'émigration algérienne en une succession de courts tableaux. Le colon chasse Mohamed de ses terres, avec l'aide du soldat français, pendant qu'un autre colon (avec un bandeau sur l'œil) chasse son frère palestinien avec l'aide du soldat anglais. Mohamed, pour vivre vole des oignons dans le jardin du mufti (le curé musulman) et se retrouve devant le juge français, qui ne veut écouter que les arguments du mufti et condamne Mohamed. Le sergent recruteur enrôle de force Mohamed pour la guerre impérialiste en Indochine. Mohamed cherche du travail chez les dockers du port d'Alger, et n'en trouve pas. Mohamed en France se heurte au racisme : les provocations d'un danseur dans un bal, les flics... C'est la vie quotidienne d'un ouvrier algérien depuis le début de la colonisation.

D'autres scènes montrent le grand espoir des peuples du monde : 1917, les soviets prennent le pouvoir aux accents de l'Internationale. 1954, les ouvriers et paysans algériens dans la lutte de libération nationale : le bourgeois algérien suit derrière, mais va se cacher au premier coup de mitraillette. Ce qui ne l'empêche pas d'être parmi les premiers à défiler derrière le drapeau vert, le jour de l'indépendance.

Et à chaque étape de l'histoire de l'Algérie il se trouve quelqu'un pour dire : "Mohamed, prends ta valise et rapporte nous des devises". Et Mohamed prend sa valise, quitte son pays, et va travailler en France. Avant l'indépendance, c'était le colon français qui chassait Mohamed. Depuis l'indépendance, c'est le bourgeois algérien. Le même bourgeois qui marchande avec Pompe-Tout, représentant de l'impérialisme français, le partage des profits du pétrole. Pour Mohamed, l'indépendance n'a pas changé grand' chose.

La pièce, qui a été présentée dans plusieurs villes de France, est jouée en arabe dialectal. Les immigrés algériens qui sont nombreux dans la salle suivent avec attention le spectacle. Ils applaudissent aux coups que reçoivent l'impérialisme et la bourgeoisie algérienne, ils reprennent en cadence les chants de victoire du peuple algérien. La pièce fait bien comprendre toutes les manœuvres de l'impérialisme et le rôle de la bourgeoisie algérienne qui arrange ses affaires avec l'impérialisme, sur le dos du peuple algérien. C'est pourquoi on regrette que la fin de la pièce laisse penser qu'il suffit d'une pirouette pour démasquer et balayer l'impérialisme et ses larbins.

SOUSCRIPTION

Lyon	201	F
Amiens	200	F
Grenoble	100	F
Villefranche/Saône	20	F
Strasbourg	150	F
Dunkerque	110	F
Oyonnax	90	F
Besançon	300	F
Lyon	1402,50	F
Boulogne/Mer	45	F
Martigues	4	F
Lille	92	F
Amiens	20	F
Marseille	100	F
Nancy	40	F
Longwy	18,50	F
Caen	241	F
	135	F
Paris	250	F
Le Puy	10	F
Sochaux	7,50	F
Lyon	300	F
Amiens	10	F
Villefranche	20	F
Paris	200	F
Besançon	100	F
Saumur	60	F
Lyon	100	F
Total	4.326,50	F

Pour le noyau marxiste-léniniste qui impulse FRONT ROUGE, c'était une nécessité vitale, au début de l'année, coûte que coûte de créer une presse communiste, régulière : il fallait propager le plus largement possible les premiers progrès dans l'élaboration d'une ligne politique acquise au prix d'une lutte acharnée contre l'opportunisme. Il fallait se donner les premiers moyens de rassembler autour de cette ligne les marxistes-léninistes divisés, dispersés par la faute de l'opportunisme. Il fallait forger une arme de combat qui permette de relier régulièrement l'étude et l'enquête au travail de propagande, d'agitation et d'organisation dans les masses.

FRONT ROUGE a d'abord, dans un premier temps compté sur ses propres forces, il a fait appel principalement aux souscriptions des sympathisants proches.

En quelques mois FRONT ROUGE a multiplié et raffermi les liens politiques autour de sa ligne. Mais pour aller de l'avant, il est temps de rompre avec une série d'attitudes qui sont l'héritage de l'opportunisme :

— l'attitude idéaliste qui oublie pudiquement les questions financières. Nous sommes des matérialistes. Un journal communiste ne cherche pas à créer un vague courant d'opinion, mais à tisser des liens politiques, à organiser, à faire agir. Ces liens, s'ils sont solides, réels doivent se matérialiser par un soutien financier. Il faut montrer ouvertement et avec insistance aux sympathisants et lecteurs (et particulièrement aux plus aisés) la nécessité non seulement de s'abonner mais de souscrire régulièrement sur la base d'une ou deux journées de salaire par mois, de verser le maximum.

— l'attitude timorée : un journal communiste doit pénétrer toujours plus largement dans les masses. Se mobiliser pour gagner de nouveaux lecteurs, de nouveaux abonnés, c'est aussi un moyen important d'alimenter financièrement le journal.

— l'attitude inconséquente : un journal communiste est une machine de guerre qui, pour être efficace doit marteler régulièrement ses coups. Donc pas de versements en dents de scie. La régularité du soutien financier est indispensable.

abonnez-vous à front rouge

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F